

Le MPLA: des «nationalistes d'un type nouveau» ?

La guerre en Angola, qui depuis plusieurs mois a été à la une de tous les journaux, a provoqué des remous dans le mouvement international qui se réclame du socialisme, dont la majorité s'accroche à la traîne de l'un ou de l'autre des mouvements nationalistes petits-bourgeois: le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) et le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA).

Les staliniens pro-Moscou se sont naturellement alignés sur le MPLA, puisque celui-ci est soutenu par l'Union Soviétique. Ce qui fait donc que les maoïstes pro-Pékin — par un réflexe conditionné — se sont mis du côté des anti-communistes enragés du FNLA et des néo-colonialistes de l'UNITA; au nom du combat contre le «social-impérialisme soviétique», ces lèche-bottes sans vergogne se sont mis dans le camp de l'impérialisme américain, de l'apartheid sud-africain et de leurs flagorneurs angolais.

C'en était tout de même trop pour un grand nombre de soi-disant «marxistes-léninistes»; et c'est ainsi que beaucoup des groupes à la gauche des PC pro-Moscou se mirent à la traîne du MPLA — parmi eux, certaines tendances «maoïstes critiques» dont Lotta Continua en Italie, l'União Democrática Popular au Portugal, le Kommunistische Bund (Nord) en Allemagne Fédérale et le *Guardian* aux Etats-Unis.

Alors que les staliniens de tout poil chantent les louanges de leurs mouvements nationalistes préférés, la tendance spartaciste appelle, depuis début novembre, au soutien *militaire* pour le MPLA, contre la coalition impérialiste. Auparavant, dans la lutte pour le pouvoir entre les trois

mouvements nationalistes, nous n'accordions de soutien à aucun de ceux-ci; et de toute façon, nous avons toujours refusé de donner un soutien *politique* à ces forces qui se proposent de construire un Angola capitaliste. Nous avons, mis en garde contre le fait que *toutes* ces forces s'opposent sans merci — ou essaieront de récupérer — toute manifestation de lutte de classes indépendante.

Les mandéliens suivent les nationalistes «révolutionnaires»

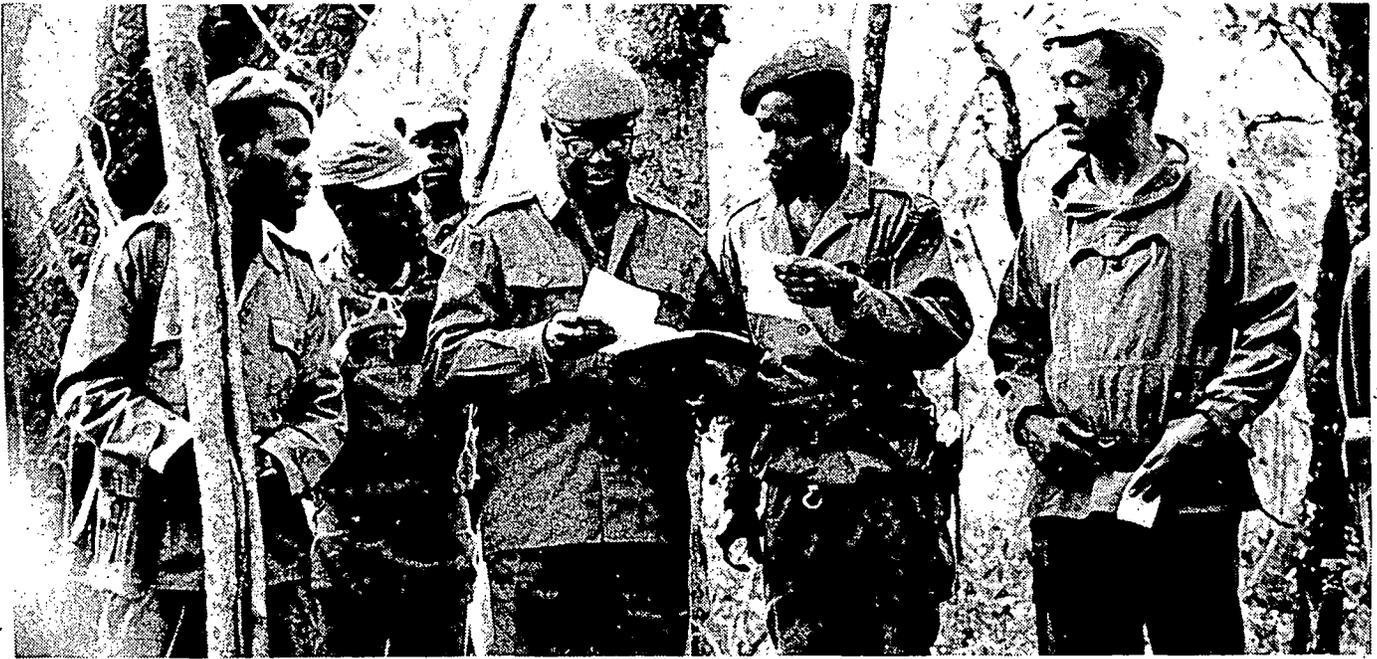
Contrastant avec l'insistance qu'ont mis les trotskystes sur la nécessité de l'indépendance de classe prolétarienne, la majorité centriste du «Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale» [S.U.] d'Ernest Mandel se mit à suivre le MPLA, d'une façon pas trop différente de celle des «maoïstes critiques». Bien qu'il rappelle de temps en temps et d'une manière rituelle son désir de voir un «Angola indépendant et socialiste», la vraie politique du S.U. se résume ainsi: «Tout le pouvoir au MPLA!».

Les staliniens n'ont naturellement aucun mal à faire avaler cette ligne, puisqu'un Angola gouverné par le MPLA ne ferait qu'être l'étape «démocratique» (capitaliste) de leur schéma pour la «révolution par étapes». Mais pour pouvoir appeler à «tout le pouvoir au MPLA», tout en prétendant défendre la théorie de la révolution permanente — qui stipule bien que seule la dictature du *prolétariat*, avec le soutien de la paysannerie, pourra briser l'emprise de l'impérialisme sur les pays

SWP: Liberté d'expression pour les fascistes voir page 7

La Commission Varga est constituée voir page 12

Mandel se languit de la Deuxième Internationale voir page 18



Roy Harvey/LNS

La direction petite-bourgeoise du MPLA nationaliste consulte Agostinho Neto (troisième en partant de la droite).

coloniaux — il faut une mystification fondamentale de la véritable nature du MPLA. Pour cela, il ne suffit pas que les pseudo-trotskyistes du S.U. colportent des histoires sur les «cliniques populaires» ou les coopératives agricoles; il leur faut aussi affirmer que d'une manière ou de l'autre, le MPLA défie le capitalisme.

Avec le même enthousiasme que celui de Boukharine pour le Kuomintang dans les années vingt, les mandeliens osent proclamer que «la dynamique mise en mouvement par les traits spécifiques du colonialisme portugais et par des années de lutte a incontestablement séparé ce nationalisme révolutionnaire [celui du MPLA] du marais droitier et réformiste» (*Inprecor*, 20 juin 1974). De même que d'après l'ultra-révionniste Michel Pablo les «processus objectifs» dépasseraient les «limites» du FLN algérien, eh bien, dans ce cas, c'est la «dynamique» automatique qui résout tous les problèmes.

Évidemment, le S.U. a du mal à faire avaler ses contes à dormi debout, surtout quand Agostinho Neto, leader du MPLA, ne laisse lui-même aucun doute sur ses positions: «je ne suis pas un communiste, déclare-t-il, je ne suis pas un socialiste, je suis avant tout un patriote» (*New York Times*, 21 avril 1975). Pas de question. Mais le S.U. essaie d'«expliquer» la chose à coup de références aux «insuffisances» et aux «positions ambiguës» qui découlent de l'hétérogénéité, la faiblesse politique et les déviations bureaucratiques de la «direction du MPLA qui n'est pas toujours à la hauteur». Le S.U. voit les «éléments radicalisés du prolétariat urbain» dans les «rangs des comités de base du MPLA et de l'U.N.T.A. [syndicat dirigé par le MPLA]». C'est cette «avant-garde» qu'il considère comme le «fer de lance du processus révolutionnaire tout entier, aujourd'hui [...]» (*Africa in Struggle*, octobre 1975).

Il est indubitablement vrai que les principaux éléments nécessaires pour construire un parti trotskyste en Angola pourraient provenir des milieux intellectuel et populaire du

MPLA. Mais il faudrait pour cela une lutte sans merci pour les faire rompre d'avec le MPLA nationaliste petit-bourgeois, qui représente des forces de classes hostiles envers le prolétariat. Au lieu de quoi le S.U., dans un article qui raille «ceux qui croient que soutenir le MPLA est une hérésie pour des marxistes révolutionnaires», déclare que «la recomposition politique passe par une clarification au sein du MPLA, pour le regroupement d'une tendance anti-capitaliste» (*Inprecor*, 20 novembre 1975). [Souligné par nous.]

Complicité avec l'armée coloniale

Pourquoi toutes ces excuses pour le MPLA? Celui-ci serait-il une formation nationaliste «révolutionnaire» d'un type «nouveau», comme le soutient la majorité du S.U.? Un court historique des dix-huit derniers mois ferait s'évanouir ce mythe. Commençons par la question de l'indépendance nationale. Le MPLA critique, à juste titre, l'UNITA pour ses méprisables tentatives de collaborer avec l'armée portugaise dans des schémas pour une décolonisation «graduelle» et dans des attaques contre le MPLA. *Mais lui-même en fit autant, chaque fois qu'il en a eu l'occasion!*

Le MPLA — loin d'avoir «l'intransigeance relative sur la question de l'indépendance» que le S.U. lui attribue — a été, dans l'année qui a suivi le renversement de la dictature Caetano par le MFA à Lisbonne, le premier à chercher à gagner les faveurs des officiers soudainement devenus «révolutionnaires» de l'armée coloniale démoralisée. Lorsque le premier leader du MFA, général António de Spínola, entreprit d'inclure les colonies dans un «Commonwealth lusitanien» sous la domination portugaise, après avoir promis une indépendance «éventuelle» — au moment où l'accord de SAI fut conclu,

en août 1974, avec les « pro-occidentaux » du FNLA et de l'UNITA — le MPLA devint plus que désireux de collaborer avec l'armée « démocratique ».

Il collabora notamment entre septembre 1974 et janvier 1975, sous l'occupation du haut commissaire portugais, l'Amiral António Rosa Coutinho. Il déclarait même être « le seul mouvement qui soutiendrait et coopérerait loyalement avec les forces progressistes portugaises » (mars 1975: déclaration du MPLA citée dans *Intercontinental Press* du 21 juillet 1975). Et ce n'est pas à cause de l'« intransigeance » de Neto que les leaders démagogues du MFA ne purent pas arriver à un traité néo-colonialiste du genre des Accords d'Evian — par lequel le FLN garantissait les intérêts français en Algérie; mais bien à cause des pressions internes et du transfert incessant de la balance du pouvoir à Lisbonne.

Une des raisons principales pour lesquelles le MPLA essaya de mettre en route sa lune de miel avec le Mouvement des Forces Armées était sa propre faiblesse militaire. A l'époque du coup d'état d'avril 1974 au Portugal, le MPLA était militairement écrasé et désorganisé. Le haut commandant du MPLA, Iko Carreira (aujourd'hui ministre de la défense de la « République Populaire d'Angola »), l'admettait plus ou moins en ces termes: « Nous étions dans une situation d'infériorité, comparés au potentiel du FNLA à l'époque [...] » (*Revolução*, 7 novembre 1975).

La faiblesse militaire du MPLA fut accentuée par de profondes divisions internes, avec deux principales fractions qui s'affaquaient à la direction de Neto. Le groupe « Révolte Active », dirigé par le Rev. Joaquim Pinto de Andrade et son frère Mario (leader du PC angolais dans les années 50 et ancien leader du MPLA), accusait Neto de « présidentialisme », de « tribalisme » et de « régionalisme », et

rejetait tout compromis avec le FNLA. Quant au groupe « Révolte Orientale », il était l'organisation personnaliste du dirigeant guérillero Daniel Chipenda qui était à la fois contre un cessez-le-feu avec le Portugal et pour l'unité avec le FNLA. La position de Chipenda ne découlait pas d'une plus grande fermeté contre le pouvoir colonial, mais bien de ce qu'il craignait qu'un cessez-le-feu ne tende à légitimer les directions en place, ruinant ainsi ses propres ambitions.

La lutte fractionnelle dans le MPLA atteignit son apogée au Congrès d'août 1974, en Zambie, lorsque la fraction de Neto scissionna et que Chipenda fut élu président. Ce n'est que sous la pression de plusieurs chefs d'Etat africains que le MPLA recolla ses morceaux, vers la mi-septembre, replaçant Neto à la direction et Chipenda et Pinto de Andrade à la vice-présidence. Mais la trêve ne dura guère, et Chipenda quitta le MPLA peu après.

A ce moment-là, militairement vulnérable et dévasté par les luttes internes, le MPLA aurait bien pu se désintégrer, si l'armée portugaise n'était pas intervenue. L'Amiral Coutinho aurait dit, lors d'une conférence de presse, ne reconnaître que la direction Neto en tant que représentante du MPLA. Neto fit alors appel aux autorités coloniales pour qu'elles lui apportent leur soutien militaire; et lorsque Chipenda tenta de prendre l'importante jonction ferroviaire de Luso, en janvier, il fut battu par le MPLA et les troupes portugaises. A la suite de quoi ce dernier s'allia au FNLA, pour en devenir le vice-secrétaire général, emmenant à ses côtés 2.000 guérilleros.

D'accord avec le néo-colonialisme

Le MPLA et le S.U., lui faisant écho, accusent hypocritement aujourd'hui le FNLA et l'UNITA d'avoir toujours été les valets de l'impérialisme. Pourtant, à Mombassa — au Kenya — au début janvier 1975, les trois groupes avaient conjointement signé une « déclaration de principes » pour « construire une société juste et démocratique ». Ceci était tout à fait dans la ligne des démentis répétés de Neto en ce qui concerne la caractérisation du MPLA, par la presse occidentale, comme un groupe « marxiste »; et cela concordait avec le programme du MPLA qui ne va pas plus loin qu'un appel à « l'installation d'un régime républicain et démocratique ».

La déclaration de Mombassa ouvrait la voie aux nationalistes pour la signature des accords d'Alvor avec le gouvernement de Lisbonne, quelques jours plus tard. Cet accord mettait en place un régime de coalition-quadruparti en Angola, avec un nouveau haut commissaire portugais (Coutinho, considéré comme trop pro-MPLA, fut balancé en faveur du brigadier général Silva Cardoso) dont le rôle consisterait à « arbitrer » en cas de divergences, et à s'occuper de la « défense » et de la « sécurité ». Dans cet arrangement néo-colonialiste classique, les forces armées du gouvernement provisoire devaient être composées de 24.000 soldats portugais et de 8.000 soldats fournis par chacun des groupes nationalistes. La date de l'indépendance fut fixée au 11 novembre et les élections, limitées aux trois groupes, à octobre. Le MFA qui comptait pouvoir influencer fortement les élections insista

édition française

SPARTACIST 

(Fourth Internationalist)

Edité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

une revue du

MARXISME REVOLUTIONNAIRE

Comité de rédaction: L. Gordon
J. Sharpe
J. Lesueur

J. Wilson pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001, USA

numéro 11



avril 1976

pour garder l'armée en Angola jusque bien après les élections. Ce avec quoi le MPLA fut d'accord.

Le MPLA accepta aussi de protéger explicitement les biens des colons: l'article 54 des accords déclare: «Le FNLA, l'UNITA et le MPLA s'engagent à respecter la propriété et les intérêts légitimes des portugais domiciliés en Angola»; dans l'article suivant, il est question de maintenir l'Etat «indépendant» dans l'orbite économique de Lisbonne et l'on fait remarquer qu'il y a accord pour «établir entre l'Angola et le Portugal des liens durables de coopération dans tous les domaines». Même après la mise au rancart des accords d'Alvor, le MPLA continua de protéger les intérêts impérialistes. Lopo de Nascimento, qui est maintenant premier ministre de la «République Populaire» basée à Luanda, disait en septembre que le MPLA n'irait pas «trop vite» et «qu'il n'y a aucune raison pour les entreprises existantes de s'alarmer»; quant à Neto, il déclara dans son discours d'indépendance que «des investissements étrangers sont bienvenus par tous ceux qui se soumettent aux lois angolaises» (*New York Times*, 13 novembre 1975).

Le désir du Mouvement Populaire de faire un marché avec l'impérialisme est manifeste dans ses tractations avec les trusts pétroliers internationaux. La Gulf Oil extrait de ses puits dans l'enclave du Cabinda, au nord du fleuve Zaïre (ancien Congo), plus de 150.000 barils par jour, ce qui lui fait un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars par an. Les représentants de la Gulf n'ont jamais eu à se plaindre du MPLA qui contrôle sans conteste la région en question depuis un an et demi. En septembre, le grand trust américain déposa 116 millions de dollars de royalties sur un compte bloqué de la Banque d'Angola, dont le MPLA s'empara quand l'indépendance fut déclarée, le 11 novembre. (Cette somme dépasse le montant de l'aide soviétique au MPLA en 1975 et équivaut à plus du double du montant de l'aide que les Etats-Unis admettent avoir envoyé aux FNLA/UNITA.) C'est seulement à cause des pressions du Département d'Etat américain que la Gulf n'a pas remis au MPLA les 125 millions de dollars supplémentaires promis pour le début de janvier dernier.

Des briseurs de grèves d'un type pas nouveau du tout

L'année dernière, un des dirigeants du MPLA, Nito Alves, «a affirmé publiquement que c'était une erreur de dire qu'il y avait une lutte de classes en Angola qui dressait la bourgeoisie contre le prolétariat» (*Jornal Novo*, 2 septembre). C'est sans doute à ce genre de déclaration que doit se référer la majorité du S.U., quand elle dit que «des ouvriers très combattifs essaient de mener une lutte anticapitaliste sous la direction quelque fois inadéquate du MPLA». Après avoir ignoré les «illusions frontistes et gradualistes» de Neto, Alves & Co., le S.U. dit du MPLA: «Toutefois, son désir de mettre fin à «l'exploitation de l'homme par l'homme» et d'établir un «régime démocratique et populaire» a un contenu de classe très précis dans les centres urbains: *la fin de l'exploitation capitaliste et le pouvoir pour les ouvriers et les paysans*

pauvres» (Africa in Struggle, octobre 1975).

Les pseudo-trotskystes du S.U. essaient de présenter le MPLA comme une sorte de syndicat dont la direction maladroite, ou même dans l'erreur, aurait tendance à freiner les luttes ouvrières. Ceci est faux de part en part. Ce qu'il y a derrière la collaboration du MPLA avec l'armée portugaise, derrière les accords néo-colonialistes d'Alvor et derrière sa coopération enthousiaste avec la Gulf Oil, ce sont les appétits d'une petite-bourgeoisie qui aspire à se transformer en une bourgeoisie par des marchés avec l'impérialisme. Les affirmations du MPLA selon lesquelles il n'y aurait pas de lutte de classes sont plus que de simples mots: le MPLA et son armée ont l'intention d'écraser les luttes de classes partout où elles éclateront.

Le «contenu de classe précis» des déclarations démagogiques occasionnelles par le MPLA sur une «fin de l'exploitation de l'homme par l'homme» est apparu noir sur blanc, quand il écrasa des grèves ouvrières. Après le renversement de la dictature de Caetano en avril 1974, puis alors que le «gouvernement provisoire» était mis en place et que l'indépendance semblait proche, les ouvriers angolais démarrèrent une importante vague de grèves dans l'espoir d'améliorer leurs conditions. Les grèves étaient centrées autour des principaux docks. Au printemps 1975 on estimait que «dans les ports de Luanda, Lobito et Moçamèdes [...] 60 bateaux, environ, attendaient d'être déchargés; les dockers étaient en grève pour des augmentations de salaire ou, comme le disait un dirigeant syndical, pour accélérer l'indépendance» (*Africa*, mars 1975).

La position des trois groupes nationalistes envers les grèves a toujours été identique: les écraser avec, si besoin était, la force militaire. En décembre 1974 et janvier 1975, le port de Lobito était pratiquement bloqué par les dockers qui revendiquaient des augmentations de 300 pour cent. *Africa* de février 1975 cite un leader nationaliste sur cette grève: ««Nous nous sommes trouvés dans la position peu enviable de pousser les ouvriers à modérer leurs revendications dans l'intérêt de l'Angola.» Mais la question que les ouvriers se posèrent fut «l'Angola de qui». A ce qu'il paraît, c'est après un appel du dirigeant de l'UNITA,

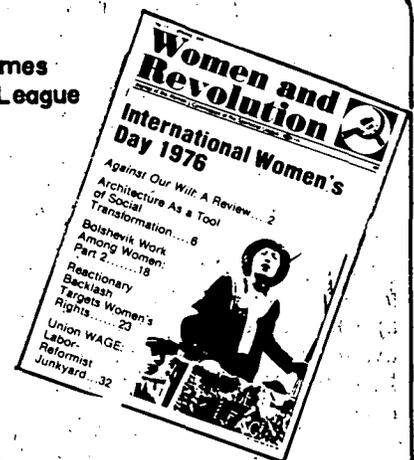
Journal de la
commission-femmes
de la Spartacist League

4 numéros

U.S. \$1.00

pour toute
commande:

SPARTACIST
PUBLISHING CO.
Box 1377, GPO
NY, NY 10001 USA



Abonnez-Vous

Jonas Savimbi, en personne; que la grève se serait terminée.»

Une des toutes premières actions du gouvernement provisoire quadriparti, mis en place au début de février, fut de faire appel aux ouvriers et aux syndicats pour qu'ils suspendent les grèves. Ceci fut suivi d'un décret (la *lei de mobilização*) prononcé à la fin du mois, qui autorisait le gouvernement de coalition à incorporer les grévistes dans l'armée et à les placer ainsi sous discipline militaire. Mais même de telles mesures ne mirent pas fin à l'agitation dans la classe ouvrière.

«Les Commissions Populaires de Quartier, mouvement influencé par le MPLA, ont organisé une manifestation large contre la *lei de mobilização*, le 9 avril, malgré que Lopo de Nascimento ait publiquement défendu la loi comme étant dans l'intérêt du peuple angolais. Et, bien que les dockers aient été placés sous contrôle militaire, selon la loi, après sa mise en vigueur, ils menacent à nouveau de se remettre en grève.»

— Africa, juillet 1975

Les dockers de Luanda mirent leur menace à exécution et reprirent la grève le 28 mai, pour que ceux qui avaient moins d'ancienneté reçoivent des augmentations de salaires équivalentes à celles des 15 - 30 pour cent qui avaient été accordées quelques jours plus tôt aux autres ouvriers. La SINTAPA, syndicat des dockers influencé par le MPLA, dénonça la grève comme étant une grève sauvage et exigea du gouvernement qu'il prenne les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre.

Si les «marxistes» du MPLA ont pu avoir recours au casage de grèves et à l'enrôlement militaire des ouvriers sous le régime de l'armée coloniale, ces tenants du «pouvoir populaire» ne devraient surprendre personne quand ils essaient de supprimer les «comités populaires» de quartiers impulsés par leurs propres militants.

Les comités en question virent le jour en 1974, dans les *muçêques* (bidonvilles africains qui entouraient les quartiers peuplés d'européens, à Luanda); c'étaient essentiellement des groupes d'auto-défense contre les razzias meurtrières des colons racistes qui laissaient des centaines de morts. Il semble qu'ils aient été dirigés par les cadres de bas échelon du MPLA et des maoïstes retour de Lisbonne.

A de nombreuses reprises, on a pu remarquer des tensions entre les comités populaires et le MPLA. La manifestation du 8 mars contre la loi de mobilisation, soutenue par le MPLA, en est un exemple. Plus tard, toujours en mars, les comités de quartiers affrontaient dans la capitale les soldats du FNLA qu'ils accusaient de parader effrontément comme s'ils étaient l'armée d'occupation, alors que de son côté, le MPLA essayait encore de maintenir le gouvernement de coalition. En juin, après des cessez-le-feu et des trêves répétés, le MPLA signa (sous la pression du Portugal) les accords de Nakuru qui appelaient au désarmement des comités populaires. Mais avant qu'il soit possible de le faire, la guerre civile éclata à Luanda, et le FNLA fut chassé de la capitale, avec l'aide de ces mêmes comités populaires.

Le haut-commissaire portugais, Lopes Cardoso, faisant le bilan des derniers mois de colonialisme, attribuait les tensions entre l'UNITA et le MPLA à une aile «extrémiste de gauche» dans l'armée du MPLA, dans les syndicats et



Afrique Asie

Lê MPLA garde le muçêque de Cazenga, à Luanda.

dans les comités populaires. Il ajoutait: «Le MPLA a eu besoin de créer le pouvoir populaire et de manœuvrer avec les syndicats à l'époque où le FNLA était en force à Luanda [...] et puis il en a perdu le contrôle. Alors, il commença à les suivre.» (*A Luta*, 26 décembre.) Plus tard, il déclara que le MPLA essayait d'imposer son autorité. *Le Monde* du 23 octobre rapporte d'ailleurs que les comités populaires furent dissouts, puis réorganisés sous la direction d'«éléments politiquement conscients». Tous les autres groupements armés furent interdits.

De la liquidation au suicide politique

Bien qu'elle ait refusé de soutenir aucune formation nationaliste petite-bourgeoise en Angola, pendant la lutte pour le pouvoir entre les formations du début et de la mi-1975 — notant qu'il n'y avait aucune différence qualitative entre celles-ci — la tendance spartaciste remarquait que contrairement au FNLA et à l'UNITA, «le MPLA est soutenu par les masses urbaines paupérisées, semi-prolétaires et ouvrières» et que, par conséquent, une victoire militaire FNLA-UNITA signifierait «la décimation, la démoralisation et la dispersion de la masse populaire qui pourrait devenir la base d'un futur mouvement indépendant des travailleurs». C'est pourquoi «sans cesser d'attaquer politiquement la direction traître du MPLA», nous reconnaissons que les communistes angolais devaient se préparer à s'engager dans des «blocs

militaires épisodiques avec le MPLA, pour défendre le prolétariat et les pauvres». Non sans ajouter :

«Nous reconnaissons, toutefois, que si les communistes, au cours de cette lutte, commençaient à rallier autour de leur programme et de leur direction des partisans du MPLA, ou mieux encore, s'ils parvenaient à arracher à sa direction bourgeoise une section de la base du MPLA, celui-ci se retournerait contre eux et attaquerait sauvagement, non seulement les communistes, mais aussi sa propre base.»

— *Young Spartacus*, No. 35, septembre 1975

La majorité du Secrétariat Unifié n'a vu qu'un côté de l'affaire: elle a refusé d'admettre que le MPLA réprimerait brutalement toute tendance socialiste qui menacerait de polariser sa base sur une ligne de classe. Dans sa polémique contre la «neutralité» pro-FNLA du SWP américain, l'«expert africain» pro-mandélien, C. Gabriel, écrit que «La tendance lutte de classes [...] dans les rangs du MPLA [...] sait que si le FNLA revenait à Luanda, elle serait la principale cible de ce que Holden [Roberto] appelle le «lessivage des communistes». C'est pourquoi, dit-il, le soutien au MPLA est d'une importance décisive au développement de la future avant-garde.» (*Inter-continental Press*, 8 décembre 1975.)

Cette «tendance lutte de classes» ne comporte en fait que les quelques partisans du S.U. en Angola. Le 24 avril 1975, *Inprecor* annonçait avec fracas qu'«un petit noyau de marxistes révolutionnaires avait été fondé à Luanda autour du journal *Revolução Socialista*». Il s'empresse, bien sûr, de préciser que le noyau n'avait pas l'intention de rivaliser avec le MPLA: «Non, ce n'est pas encore un autre parti qui pousse, ce n'est qu'un journal, un journal qui est loyal aux ouvriers, qui est pour les ouvriers». Bien que *Revolução Socialista* de septembre 1974 ait appelé à la construction d'un «parti révolutionnaire», il prit garde d'éviter la question cruciale: à savoir si la construction d'un tel parti se ferait à partir d'une scission dans le MPLA, ou si elle serait faite par le MPLA lui-même ou en son sein. De telles tergiversations ne font que renforcer les illusions répandues par le MPLA qui depuis au moins 1968 appelle de temps à autre à la construction d'un «parti d'avant-garde».

La publication du S.U., *Africa in Struggle* (octobre 1975) dit de ses partisans en Angola que pour lutter «contre l'attitude ambiguë du MPLA» ils font de la propagande pour l'auto-défense, ils soutiennent les grèves ouvrières, ils dénoncent l'emprise impérialiste sur l'économie et ils appellent à la révolution socialiste. Mais de toute façon, si l'attitude du MPLA fut jamais, ambiguë envers les trotskystes, elle ne le resta pas longtemps. Tout comme il fut capable d'attaquer les dockers en grève, tout comme il essaya de désarmer et de désorganiser les comités populaires, le MPLA attaqua les militants gauchistes dans ses propres rangs.

Vingt de ceux-ci (apparemment des maoïstes) furent arrêtés au moment de la dissolution et de la réorganisation des comités populaires, fin octobre. On rapporte dans *Rouge* du 2 janvier que les «comités Amílcar Cabral» (CAC), à Luanda — liés à l'UDP portugaise (maoïste) — avaient joué un rôle important dans la création des comités de quartiers et d'auto-défense et qu'ils avaient fait une très forte pression sur le MPLA. Au fur et à mesure que la guerre s'intensifie, la radio diffuse de plus en plus des discours contre les «partisans de Trotsky et de Bakounine».

Un dirigeant du MPLA, Nito Alves, aurait déclaré qu'après le FNLA et l'UNITA, la prochaine cible serait les «gauchistes», et l'on a déjà interdit le journal *Poder Popular. Rouge* rapporte que «des CAC ont été brisés» et il laisse entendre que les militants de *Revolução Socialista* ont aussi été écrasés, puis déportés au Portugal.

Red Weekly, organe de l'IMG (section britannique du S.U.), dans son numéro du 20 novembre, commentait ainsi ces arrestations: «Ce tournant atteste clairement d'un virage à droite en faveur du courant petit-bourgeois pro-Neto». Mais les marxistes n'ont pas besoin d'attendre ces arrestations ou une répétition du massacre de Changhaï par l'aspirant Chiang-kai-Chek de l'Angola, Neto, pour pouvoir déterminer le caractère de classe du MPLA ou prévoir sa ligne de conduite. La presse de la tendance spartaciste a, à plusieurs reprises, prévenu que Neto & Co. feraient précisément ce qu'ils sont en train de faire.

Ceci n'est pas un nouveau problème. Déjà pendant les années 20, Léon Trotsky remarquait que les communistes chinois auraient dû tenter de gagner les meilleurs militants du Kuomintang nationaliste, et il insistait sur la condition indispensable pour la victoire: «[...] l'instrument principal de la politique prolétarienne: un *parti ouvrier indépendant* qui combat sous sa propre bannière et ne permet jamais que sa politique ou son organisation soient dissoutes dans la politique et l'organisation d'autres classes» (*La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline*, mai 1927).

Les révisionnistes du Secrétariat Unifié, pour les besoins de leur pratique de suivisme capitulaire des forces non-révolutionnaires et anti-prolétariennes, sont obligés d'ignorer et de falsifier cette leçon capitale. Mais depuis l'«entrisme *sui generis*» de Pablo dans les partis stalinien et sociaux-démocrates, dans les années 50, en passant par l'engouement du S.U. pabliste pour le FLN algérien et pour Castro, dans les années 60, jusqu'à son soutien politique au MPLA aujourd'hui, la politique du S.U. est identique à la capitulation de Staline devant Chiang dans les années 20. La liquidation politique, tout comme cela s'est passé à Changhaï en avril 1927, mène à la liquidation physique des cadres. Pablo donnait un soutien politique enthousiaste à Mao alors que celui-ci jetait en prison les trotskystes chinois; le S.U. soutenait Castro à l'époque où il jetait en prison les trotskystes cubains; et aujourd'hui, malgré le *soutien politique* sans ambiguïté qu'il accorde au MPLA angolais, le S.U. se fait renvoyer la politesse par Neto... qui arrête les gauchistes et les déporte!

Apprenons les leçons que l'histoire nous enseigne! ●

(Article traduit de *Workers Vanguard*, No. 93, du 23 janvier 1975.)

Lisez

Le Bolchevik

publication de la Ligue Trotskyste de France

No. 1 1er trimestre 1975 0,50 F.

POUR TOUTE COMMANDE:

Bruno Porquier, B.P. 57, 95120 Ermont

Après les troupes à Boston...

SWP: Liberté d'expression pour les fascistes!

Le 10 mars 1975, une manifestation de front unique impulsée et organisée principalement par la Spartacus Youth League (section de jeunesse de la Spartacist League), avec comme mot d'ordre «Pas de plate-forme pour les fascistes!», a confronté et a réussi à chasser de l'université de l'Etat à San Francisco une bande de nazis qui malheureusement avaient été invités à présenter leurs «idées» fascistes devant des étudiants en rhétorique. La Young Socialist Alliance (YSA — Alliance des Jeunes Socialistes), groupe de jeunesse du SWP réformiste, ne se contenta pas à cette occasion de ne faire absolument rien pour protester contre la présence des fascistes, mais se joignant à l'administration pour dénoncer la manifestation militante et soigneusement préparée, elle la qualifia de «malencontreuse», «stérile» et «disruptive»!

Dans la nuit du 23 avril 1975, le local de la YSA de l'université de l'Etat à Cleveland fut envahi et mis à sac par des nerfis fascistes qui laissèrent sur les lieux des écriteaux portant des slogans racistes, anti-sémites et anti-communistes. Le local de la SYL, sur ce campus, appela tout de suite à une manifestation de front unique large autour des mots d'ordre: «Pour une défense unie contre les attaques fascistes!» et «A bas la vermine fasciste!». Non seulement, la YSA refusa-t-elle de donner son soutien — ou même de participer — à la manifestation du 29 avril organisée en sa défense, mais aussi, elle s'efforça énergiquement de la saboter, en essayant de dissuader d'y prendre part ceux qui lui avaient auparavant accordé leur soutien, et en harassant la SYL. Enragée par l'échec de ses manœuvres, la YSA expédia d'urgence une lettre adressée au journal universitaire, le *Cauldron* (1er mai 1975), caractérisant la manifestation, pourtant très visible, comme «insignifiante»! La YSA appela ensuite une conférence de presse (le seul journal présent étant le *Young Spartacus!*) où, encore une fois, ces sociaux-démocrates suppliaient les flics de les protéger.

La SYL a entrepris depuis quelques temps d'exposer le réformisme lâche et entiché de libéralisme et des «Droits Civiques» du SWP/YSA qui s'oppose à toute action militante contre les fascistes et réaffirme à chaque instant sa dépendance vis-à-vis de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois en matière de protection. Il semblerait que le SWP/YSA a ressenti les coups cinglants de nos critiques polémiques sans merci, car il a récemment attaqué la SL et la SYL dans deux longs articles (*Young Socialist*, juillet-août 1975 et *International Socialist Review*, août 1975) où il avoue et justifie politiquement son attitude — pourtant déjà claire — à l'égard de la lutte anti-fasciste.

A l'aide de mots vénérables tirés du libéralisme et du pacifisme, le SWP/YSA affirme qu'en raison du caractère

non-démocratique de la menace fasciste, la méthode la plus efficace pour combattre celui-ci consiste à hisser la bannière de la «démocratie». Ces beaux parleurs et ces poltrons appliquent leur éloquence à combattre toute atteinte aux prétendus «droits» des fascistes, affirmant avec passion:

«[...] l'on ne peut pas mener de lutte efficace contre les idées et la violence réactionnaires si l'on commence par placer des réserves sur les droits démocratiques des fascistes [...] l'importance des droits démocratiques pour les opprimés, fait que le refus de ce droit aux fascistes et aux racistes ne peut qu'amener des effets contraires aux intentions premières.»

— *International Socialist Review*, août 1975

Ainsi, le SWP/YSA respecte-t-il les soi-disantes «libertés» d'expression et de réunion des fascistes, «sans qualification» (*Young Socialist*, juillet-août 1975)!

Pas de podium pour la vermine fasciste!

Les nazis, le Ku Klux Klan et autres fascistes sont des voyous armés archi-réactionnaires, de nature semi-politique qui se mobilisent pour agir: terreur et génocide contre les noirs et les juifs, écrasement du mouvement syndical, liquidation des communistes, suppression totalitaire des droits et des institutions bourgeoises-démocratiques. A la différence des hommes politiques bourgeois conservateurs (tel George Wallace), des groupes de propagande de droite (le John Birch Society) ou des charlatans académiques réactionnaires (William Shockley), les bandes fascistes constituent un mouvement extrémiste extra-parlementaire et paramilitaire qui fournit la bourgeoisie, en période de crise capitaliste aiguë, avec l'arme ultime pour l'écrasement du mouvement ouvrier.

Les fascistes sont l'ennemi juré de la classe ouvrière et des minorités raciales, ethniques et religieuses. Ils recrutent et croissent, non pas au moyen de campagnes politiques, mais en démontrant par l'action leurs visés et leur puissance. Ces monstres racistes torturent et assassinent aujourd'hui les noirs et rêvent de conduire demain des millions de victimes noires dans les chambres à gaz. Ces sadiques attaquent aujourd'hui les communistes et même les libéraux de gauche, poussés qu'ils sont de remplir demain leurs camps de concentration. L'«expression» fasciste consiste à appeler à l'élimination de tous les droits du mouvement syndical et à l'anéantissement des noirs et des communistes. Bien qu'encore peu nombreux, ils sont dangereux dès

«droits civiques» de tout un chacun. Contre les fascistes, la SYL appelait à «l'action immédiate pour entraver leurs «droits civiques» à rassembler des forces» (*Young Spartacus*, 12 octobre 1934). De même, la SYL affirmait courageusement dans sa résolution «La jeunesse dans la lutte contre le fascisme américain» (*Young Spartacus*, octobre 1934): «Tous les droits de la classe ouvrière doivent être défendus: tous les droits des fascistes doivent être supprimés par nous.»

En 1939, lorsque l'appel du SWP à une contre-manifestation militante pour disperser un meeting fasciste à Madison Square Garden, rassembla cinquante mille personnes et fit hurler de rage les gardiens des «droits civiques» et de la «liberté d'expression pour tous», le SWP répondit par un article intitulé: «Faut-il accorder aux fascistes le droit de libre expression?» (publié dans *Socialist Appeal*, 3 mars 1939) qui se terminait ainsi:

«Les travailleurs qui dépensent toute leur énergie et passent tout leur temps à discuter abstraitement des «droits démocratiques» des nazis — voire à écumer de rage en défense de ces «droits» finiront leur discussion sous la matraque des fascistes, dans un camp de concentration [...]»

«On peut laisser en toute confiance les gémissements et les sanglots en faveur des «droits» des nazis aux libéraux délicats et aux démocrates hypocrites. L'auto-préservation de la classe ouvrière exige de celle-ci qu'elle tranche ce bavardage abstrait et qu'elle écrase les bandes fascistes par des actions résolues et impitoyables.»

Les fascistes se moquent d'être démasqués

Aujourd'hui, le SWP YSA nous rabâche qu'il ne faut pas combattre le fascisme par des actions résolues et impitoyables, mais bien en les démasquant idéologiquement: «Ce qu'il faut, ce sont des actions susceptibles de démoraliser les racistes et de les isoler politiquement en démasquant le caractère réactionnaire de leurs idées» (*Young Socialist*, juillet-août 1975). En exemple, le SWP YSA cite fièrement la manifestation de la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People Association Nationale pour l'Avancement des Gens de Couleur), tenue à Boston le 17 mai «pour défendre la Constitution», affirmant qu'en conséquence de cette manifestation et de celle du 14 décembre, «ROAR [Restore Our Alienated Rights Rendez-Nous Les Droits qui nous ont été Retirés] a vu diminuer son influence et le nombre de ses adhérents» (*Ibid.*).

On conçoit difficilement une stratégie plus idiote ou un mensonge plus gros! A Boston, les racistes ne battent pas en retraite: bien au contraire, ils sont passés à l'offensive. Loin d'avoir «démoralisé» les racistes, la manifestation du 17 mai a été l'objet des menaces d'une petite bande de fascistes moqueurs et sûrs d'eux-mêmes. Le service d'ordre du SWP YSA a été, en fait, jusqu'à protéger ceux-ci d'un groupe imposant de manifestants, dont la SL SYL et des militants syndicaux, jusqu'à ce que la police soit arrivée pour escorter les fascistes en toute sécurité, hors du parc [où se tenait la manifestation]. Peu de temps après, un grand nombre de manifestants enrégés par la provocation, se rua sur le petit groupe de fascistes, obligeant ces derniers

à décamper pour de bon.

Comme Trotsky le suggérait, lorsque le rapport des forces est largement en faveur des anti-fascistes, ceux-ci devraient donner à la vermine fasciste une bonne «leçon»:

«Le travail tactique, ou si vous préférez, «technique», était très simple: attraper par la peau du cou chaque fasciste ou groupe isolé de fascistes, leur faire faire connaissance plusieurs fois avec le trottoir, leur arracher leurs insignes et leurs documents fascistes et, sans insister, les laisser là avec une bonne peur et quelques bleus.»

— Réédité dans *Intercontinental Press*, 2 décembre 1974

Mais les seules «actions» que le SWP YSA approuve sont ces protestations impuissantes organisées par les libéraux de la NAACP et les politiciens bourgeois qu'il peut suivre. Bien que sans cesse attaqué par les fascistes — surtout à Houston et à Los Angeles — le SWP refuse, et d'appeler des manifestations pour protester ces attaques, et d'essayer d'organiser des mesures d'auto-défense. Bien au contraire, il préconise de faire confiance aux flics en matière de protection. A Houston, il annonça publiquement son refus d'avoir recours à des mesures d'auto-défense armée et fit appel à la police, infestée par le Ku Klux Klan, pour qu'elle «empêche l'abject KKK de courir les rues», nourrissant ainsi l'illusion dangereuse selon laquelle «le KKK est un groupe de lâches qui retourneront dans leur trou dès qu'ils verront la police appliquer la loi contre eux» (déclaration de presse pour la campagne du SWP, 5 mars 1975).

Les sermons et les «actions de masse» impuissantes préconisés aujourd'hui par le SWP YSA sont identiques à la stratégie proposée à la fin des années 1930, par les staliniens et les bureaucrates syndicaux traîtres, pour combattre le maire de Jersey City, Frank Hague, surnommé «La Loi, c'est Moi». A l'époque, James P. Cannon, dirigeant du SWP, démolissait ainsi les arguments du genre «démasquons le caractère réactionnaire de ses idées»:

«Le fascisme n'a pas peur du «scandale» — on ne peut pas bluffer avec lui. Il faut l'abattre.

«Il ne suffit pas de dénoncer Hague pour ses atteintes à la Constitution et la «Bill of Rights». Ces documents ne sont sacrés que pour les dupes de la propagande capitaliste: pas pour les vrais maîtres. En réalité les travailleurs n'ont comme droits que ceux qu'ils sont prêts à — et capables de — défendre par leur propre force. Tout le reste, sur les droits démocratiques, est mensonge. Hague, l'authentique fasciste américain, répond à tous les palabres par la force brutale. Les grands patrons de l'industrie et du monde des finances, quant à eux, gravement inquiétés qu'ils sont par l'agressivité des travailleurs depuis quelques années, ne manquent certainement pas de noter avec satisfaction que tous les arguments devant la justice et tous les sermons et éditoriaux pieux sur la Constitution ne pèsent pas lourd devant les poings et les matraques des voyous de Hague. La force constitue l'argument de l'avant-garde du fascisme américain. Malheur aux travailleurs d'Amérique, s'ils n'apprennent pas à parler le même langage à temps» [Souligné par nous.]

— *Socialist Appeal*, 9 juillet 1938

Le SWP tend l'autre joue

Les «braves gens honnêtes» du SWP YSA s'opposent catégoriquement, aujourd'hui, à l'usage de la force contre

les fascistes :

«Un autre argument, utilisé afin de justifier un appel pour interdire ou briser par la force les réunions réactionnaires, veût que par ces moyens le fascisme pourra être tué dans l'oeuf ou, d'une façon ou de l'autre, arrêté avant d'avoir pu démarrer.

«Ainsi, le *Young Spartacus*, organe de la SYL, publia dans son numéro de juin 1975, un article où figurait, en caractères gras, une citation attribuée au leader fasciste allemand, Joseph Goebbels: «Si l'ennemi avait su notre faiblesse, il nous aurait probablement réduit en poudre [...] Il aurait écrasé dans le sang le début-même de notre travail.» La SYL insinue par là que c'est exactement ce qu'il faudrait faire aujourd'hui.»

International Socialist Review, août 1975

Du temps où il était encore un parti révolutionnaire, le SWP soutenait que le fascisme pouvait et devait être «tué dans l'oeuf». Trotsky insistait sans cesse sur la vérité de cette leçon. Quand les ouvriers qui avaient rossé les fascistes au meeting de Madison Square Garden en 1939 furent dénoncés pour «intolérance» par le chœur des libéraux, l'édition du 2 mars du *Northwest Organizer* (journal de la section syndicale No. 544 des Camionneurs de Minneapolis, dirigée par les trotskystes) répondit avec enthousiasme: «Mille fois bravo à une telle «intolérance!»». Quant à la citation de Goebbels devant laquelle le SWP recule avec horreur, elle fut utilisée — en caractères gras, s'il vous plaît — par Joseph Hansen lui-même, leader du SWP, dans un article écrit en 1939 sur la lutte anti-fasciste

A Short History of Liberalism



Dessin paru dans *Socialist Appeal* (publié par les trotskystes américains), en 1939.

PETITE HISTOIRE DU LIBERALISME

- 1) Nous devons garantir la liberté...
- 2) d'expression et de réunion...
- 3) même pour les fascistes si nous voulons conserver...
- 4) la démocratie!

(*Socialist Appeal*, 14 juillet), précisément pour ses «insinuations».

Pour des milices ouvrières!

L'expérience de la campagne anti-fasciste du SWP, à la fin des années 1930, fut codifiée dans le *Programme de Transition*, un des documents programmatiques de fondation de la Quatrième Internationale. Lorsqu'il dénonce les sociaux-démocrates pour se cacher derrière la «sainte démocratie», le *Programme de Transition* déclare:

«La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. [...] A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de *détachements ouvriers d'autodéfense*.»

Pendant des années, le SWP a avancé le mot d'ordre des milices ouvrières en réponse aux attaques des fascistes. Les titres de quelques uns des nombreux articles agitationnels publiés par le *Socialist Appeal* et plus tard le *Militant*: «Formez des Comités de défense ouvrière!», «Une garde ouvrière, pour répondre aux menaces de Hague», «Luttez contre le fascisme avec des gardes ouvrières!» et «Répondez à Hague et à Harvey par la défense ouvrière».

C. P. Recipe For Fighting Fascism!



RECETTE DU PC POUR LUTTER CONTRE LE FASCISME

- 1) Envoyez une lettre à votre député préféré.
- 2) Faites signer une pétition par vos amis.
- 3) Envoyez un télégramme au Secrétaire d'Etat.
- 4) Si tout le reste échoue, boycotez les manifestations anti-nazi.

Vers l'époque du meeting de Madison Square Garden en 1939, plusieurs articles importants furent publiés qui appelaient à des milices ouvrières et qui constituent aujourd'hui une polémique puissante contre le SWP et la NAACP:

«[...] les meilleurs ouvriers doivent être organisés en milices ouvrières préparées et entraînées à écraser les bandes fascistes. Il n'y a pas d'autre possibilité. Les bandes fascistes ne se plient pas aux résultats des urnes ni à aucune autre voie pacifique. Au contraire, ils se proposent d'arriver au pouvoir par la violence physique contre le mouvement ouvrier et les anti-fascistes, en général. Faire appel à la «démocratie» contre les fascistes revient à essayer d'arrêter des balles avec le commandement de la Bible «Tu ne tueras point.»

— *Socialist Appeal*, 14 mars 1939

Pour le SWP/YSA, aujourd'hui, le seul moyen pour arrêter les bandes fascistes consiste à monter des manifestations menées par des Oncle Tom, bible en main, et par des politiciens bourgeois soucieux des élections; manifestations dont le caractère pacifique — même en cas de provocation fasciste — est assuré par le service d'ordre du SWP/YSA.

Bien que la capacité des militants socialistes et syndicaux à organiser les milices ouvrières ou à parvenir à disperser les fascistes soit fonction du niveau de la lutte des classes et de l'influence du parti d'avant-garde, les trotskystes expliquent toujours dans leur propagande et leur agitation que cette stratégie est la seule à pouvoir assurer la défense des travailleurs et des noirs contre les attaques des fascistes et des racistes. Pendant les années 1930 et 1940, lors desquelles le SWP avait réussi à pousser dans le mouvement syndical des racines modestes mais non-dénuées de signification, les trotskystes réussirent à organiser quelques milices ouvrières, en particulier la Union Defense Guard (Garde de Défense Ouvrière)

formée en 1938 par la section No. 544 des Camionneurs de Minneapolis. D'autres syndicats avaient aussi organisé des milices contre des fascistes comme les Silver Shirts (Blousons d'Argent) qui avaient une base rurale: une milice originaire de Youngstown (Ohio) eut l'honneur de disperser un des meetings de cette bande fasciste. La devise de la milice était la suivante: «L'offense est la meilleure défense.» (Rapport publié dans le *Northwest Organizer* du 24 novembre 1938.)

Aujourd'hui, lorsqu'il est contraint de répondre à la question des détachements d'auto-défense noirs/syndicats, le SWP se contente de grémeler que, puisque de toute façon de tels groupes n'existent pas aujourd'hui, il serait «irresponsable» d'appeler à leur formation. Or, même au plus haut de son isolement, durant la chasse aux sorcières de la période McCarthy, alors qu'il était dix fois plus difficile d'appeler et d'organiser des milices ouvrières, le SWP faisait encore de la propagande pour ces dernières. Une de ses brochures imprimée en 1954 et intitulée «Terreur raciste à Trumbull Park, Chicago» polémique ainsi contre la dépendance criminelle de la NAACP par rapport au gouvernement bourgeois:

«Le Socialist Workers Party sait que les attaques fascistes peuvent être arrêtées à Trumbull Park. Non pas en faisant confiance aux représentants des patrons, à la mairie mais bien en comptant sur les ouvriers.

«Pas de confiance dans les patrons! Pas de confiance dans les partis des patrons! Toute confiance en une manifestation ouvrière! Toute confiance en un comité de défense ouvrière!»

Aujourd'hui, le SWP/YSA «répond» aux attaques fascistes en prêchant la confiance dans l'Etat des patrons et en dénonçant les actions indépendantes ouvrières. Cette «réponse» ne saurait amener que la défaite du mouvement ouvrier y compris celle du SWP/YSA. ●

ABONNEZ-VOUS



Revue du marxisme
révolutionnaire, publiée
sous la direction du Secrétariat
Intérimaire de la tendance
spartaciste internationale, selon
les termes de la Déclaration
pour organiser une tendance
trotskyste internationale.

Paraît en anglais, français
et allemand.

10 F les 4 numéros

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO/NY, NY 10001

Les manoeuvres Varga/LIRQI échouent

Une Commission d'Enquête est constituée

Les documents reproduits ci-dessous représentent l'aboutissement d'une étape importante de la lutte entreprise par la tendance spartaciste internationale pour la création d'une Commission d'Enquête impartiale qui ferait autorité sur l'«affaire Varga» — et contre les tentatives de la Ligue Internationale de Reconstruction de la Quatrième Internationale (LIRQI) à mettre sur pied «une cour qui doit établir la peine d'un accusé déjà jugé coupable par les jurés», comme le disent si bien les camarades du Groupe Bolchévique-Léniniste d'Italie. Depuis le début de 1974, la tendance spartaciste a cherché à mettre l'«affaire Varga» au clair; elle commença par demander à l'OCI les «preuves» que celle-ci prétendait détenir. C'est la tendance spartaciste qui, la première, a posé la nécessité d'une Commission d'Enquête aux représentants de la LIRQI (voir *Spartacist* édition française, No. 8, février 1975). Pour nous, les principes qui gouvernaient les travaux de la Commission Dewey, établie en 1937 pour examiner les «accusations» des staliniens contre Trotsky, représentent la seule base possible d'une telle commission.

C'est ainsi que la tendance spartaciste a participé activement aux réunions pour constituer une Commission d'Enquête. Après près de dix mois de réunions «préparatoires», il sembla que notre lutte avait finalement

échoué. Effectivement, à la réunion du 30 octobre 1975, la LCR avait fait savoir qu'elle était d'accord pour participer à une commission sur la base d'une déclaration d'intention, soumise par la LIRQI, et selon laquelle les accusés eux-mêmes siègeraient parmi les juges. La Ligue Communiste Révolutionnaire entraînait ainsi dans un bloc avec les varguistes, sur cette base sans principes — probablement pour marquer des points contre l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI), et peut-être aussi pour troubler le rapprochement entre cette dernière et le Socialist Workers Party (SWP) (voir *Spartacist* édition française, No. 8, février 1975) qui est le dirigeant idéologique de la fraction minoritaire du Secrétariat «Unifié» de Mandel, Krivine & Cie. La LCR combattit donc nos arguments contre une telle «cour d'exception»: se référant à un article de *Workers Vanguard* (hebdomadaire de la Spartacist League, section américaine de la tendance spartaciste internationale) qui, sur la base du long article publié dans l'édition française de *Spartacist* six mois auparavant, qualifiait Varga de «hautement douteux», elle alla jusqu'à renforcer le texte proposé par la LIRQI en y ajoutant une clause dont le but explicite aurait été d'exclure la TSI de la commission. Lutte Ouvrière (LO), à cette occasion, joua un rôle confusionniste et se solidarisa avec la LCR, allant jusqu'à proposer une commission qui



Trotsky dépose devant la Commission Dewey.

Penguin

incluerait en tant que membres à part entière ... la LIRQI et l'OCI!

Mais à la réunion du 6 novembre, les représentants de LO et de la LCR témoignèrent de plus de principes — ou au moins de plus de scrupules. Après la distribution et la lecture de notre déclaration par un représentant de la TSI, la LCR reconnut — quoiqu'uniquement pour des raisons «d'efficacité» et de «crédibilité» — que la LIRQI ne pouvait être membre de la commission. LO soutint la LCR et la TSI, ajoutant que le projet avancé par la LIRQI présupposait clairement de l'innocence de Varga.

Abasourdis par la désintégration de leurs manoeuvres, les représentants de la LIRQI perdirent leur sang-froid. Lorsqu'un membre de la TSI suggéra que la discussion, qui était de plus en plus désorganisée, se fasse d'après une liste d'inscription, plutôt que de laisser le président de séance (membre de la LIRQI) parler après chaque intervention, celui-ci répliqua: «Ici, toutes les organisations ne sont pas sur le même pied d'égalité». (Il faut se souvenir qu'à cette date, la LIRQI ne prétendait pas encore être la Quatrième Internationale reconstruite!) Le représentant de LO exigea des explications sur cette déclaration et réaffirma que LO refuserait de participer à une opération de blanchissage pour Varga. La LIRQI découvrit alors ses intentions réelles concernant cette commission soi-disant impartiale: «Nous ne permettrons jamais que la nature de classe de notre organisation soit mise en jugement».

Finalement, leur opération cynique leur ayant éclaté entre les mains, les varguistes quittèrent la réunion qu'ils avaient eux-mêmes convoquée. Depuis lors, la LIRQI a constitué une «commission d'enquête» composée quasi-uniquement de ses propres sections pour «juger» de la véracité des accusations faites contre un membre de la LIRQI!

Suite à l'échec des manoeuvres varguistes, Lutte Ouvrière a proposé, dans une lettre du 17 novembre reproduite plus loin, la constitution d'une Commission d'Enquête sur une base correcte — bien qu'à notre avis, cette dernière ait des insuffisances. Dans sa réponse du 11 décembre, la tendance spartaciste, fidèle aux meilleures traditions du mouvement communiste, a donc accepté de siéger à cette Commission, tout en avançant des propositions dans le but de combler les insuffisances du projet de texte. Nous avons également signalé le caractère principal de notre refus de siéger à une commission dont ferait partie la LIRQI.

Le SWP qui s'était tenu à l'écart des discussions avec les varguistes à propos d'une Commission éventuelle

découvrit alors soudainement la nécessité d'une Commission d'Enquête, sans vouloir expliquer pourquoi cette nécessité — si évidente en décembre 1975 — ne l'était pas avant cette date. Le SWP écrivit à LO qu'il acceptait de faire partie de la Commission «sans entrer dans l'histoire des tentatives pour organiser une telle Commission» (lettre du SWP à LO, datée 20 décembre 1975, laquelle fut envoyée à tous ceux auxquels LO s'était adressé ... sauf la tendance spartaciste).

À la réunion préparatoire de la Commission, nous avons dû insister sur le caractère obligatoirement formel d'une telle Commission — et donc nous opposer aux représentants de LO, de la LCR et du SWP qui voulaient donner à la Commission un caractère plus «informel». C'était là le sens de nos propositions du 11 décembre (repoussées par la Commission) et d'autres propositions sur la manière dont la Commission devait procéder, car une soi-disant «absence de formalité» aurait laissé la porte ouverte à des malentendus, voire à des erreurs qui auraient pu nuire à l'autorité des résultats de la Commission.

La Commission s'est formellement constituée le 29 mars 1976, avec la participation des représentants de la tendance spartaciste internationale, de LO, de la LCR, du SWP et de la Workers Socialist League d'Angleterre. La TSI salue la formation de cette Commission à laquelle elle a fourni les documents dont elle disposait, comme un premier pas vers la résolution de l'«affaire Varga». ●

Déclaration de la Commission d'Enquête

Depuis un certain temps, l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) a avancé un certain nombre d'accusations, affirmant que Balasz Nagy, dit Michel Varga, serait «un agent payé par la CIA» et «un provocateur du Guépéou». Les dirigeants de la LIRQI, l'organisation à laquelle appartient Michel Varga, ont demandé une Commission Ouvrière d'Enquête pour prendre position sur «la campagne d'accusation sans preuves lancée par la direction de l'OCI» aussi bien que «l'extension de ces accusations à la Ligue Internationale en tant que telle, allant jusqu'aux attaques physiques répétées contre les militants de l'OCI-fraction LIRQI, notamment lors des manifestations unitaires contre le franquisme et de la diffusion devant le meeting pour la libération du mathématicien soviétique Léonide Pliouchtch.»

Nous estimons que de telles accusations à l'encontre d'un militant ou d'une organisation sont suffisamment graves pour que l'ensemble du mouvement révolutionnaire ait à vérifier si elles sont fondées ou non. Voilà pourquoi nous avons décidé de nous constituer en Commission d'Enquête pour inviter la direction de l'OCI à nous présenter toutes les preuves qu'elle prétend détenir et pour demander à tous ceux qui pourraient fournir des éléments de jugement sur cette affaire de venir témoigner.

La Commission se donne pour but une vérification scrupuleuse des faits et des documents, vérification qu'elle rendra publique. Pour que cette vérification se fasse avec le plus d'autorité possible, elle invite toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier révolutionnaire à participer activement à ses travaux. ●

ABONNEZ-VOUS

SPARTACIST/édition française

10 F. les 4 numéros

POUR TOUTE COMMANDE, ECRIRE A :

Bruno Porquier
B.P. 57
95120 Ermont
FRANCE

ou

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, G.P.O.
New York, N.Y. 10001
USA

Déclaration de la TSI à la Commission d'Enquête

Depuis presque deux ans, la Spartacist League/U.S. et la tendance spartaciste internationale [TSI] essayent systématiquement d'établir la vérité sur les accusations de l'OCI contre Varga — à savoir qu'il a été au service de la CIA et qu'il agit en tant qu'agent provocateur du KGB — et contre la LIRQI. Nous avons donc appelé à la création d'une Commission Ouvrière d'Enquête impartiale pour enquêter sur l'affaire Varga. En février 1974, peu après que l'OCI ait annoncé qu'elle mettait les archives Varga à la disposition de toutes les organisations ouvrières, la Spartacist League en a officiellement demandé des copies. Mais c'est seulement après que la Spartacist League ait insisté plusieurs fois, que l'OCI a daigné livrer, en août 1974, une petite partie de ces archives (correspondant à peu près à 20 pour cent d'après le représentant de l'OCI lui-même). Nous n'avons pas voulu prendre publiquement de position avant d'avoir reçu ces archives et, même aujourd'hui, nous pensons que les conclusions publiées dans l'édition française de *Spartacist* (No. 8, février 1975) — bien qu'il ne soit pas possible d'en tirer d'autres, étant donné ce que nous pouvons savoir à l'heure actuelle — doivent être vues comme provisoires, en attendant une Commission Ouvrière d'Enquête qui fasse autorité.

En juin 1974, lors de discussions informelles avec les camarades Patrick et Blanc de la LIRQI, les représentants spartacistes ont soulevé la question d'une Commission d'Enquête. A cette époque, les camarades de la LIRQI répondirent que, bien sûr, ils étaient pour une Commission d'Enquête, mais qu'ils ne pensaient pas que c'était une priorité. Et, effectivement, la lettre de la LIRQI à la SL, reçue à New York le 26 septembre 1974, et publiée dans *Spartacist* édition française en février 1975, ne mentionnait pas même une proposition de Commission d'Enquête. Notre réponse à la LIRQI le 31 octobre 1974 réitérait la proposition que «sous certaines conditions, la tendance spartaciste serait d'accord pour participer à une telle Commission». Nous ne pensions pas qu'il était nécessaire de développer plus de précisions sur la condition principale concernant la composition de cette Commission tant il nous semblait évident que ni l'accusé (Varga et la LIRQI) ni les accusateurs (l'OCI) ne pouvaient légitimement être juges ou membres du jury de la Commission Ouvrière.

Mais cela n'était pas aussi évident pour la LIRQI et, le 21 janvier 1975, nous reçûmes une invitation à une réunion qui s'était tenue à Paris le 12 janvier (!) et une lettre de Varga soi-disant écrite le 19 janvier 1974 (mais dont l'existence n'avait jamais été mentionnée par la LIRQI durant les 6 mois de contacts entre la LIRQI et la SL) proposant que Varga et la LIRQI participent à la Commission Ouvrière d'Enquête. C'est pourquoi notre réponse à cette proposition, datée du 4 février 1975, s'étendit sur la question des conditions requises pour que l'on puisse participer à une telle Commission:

«[...] sous certaines conditions nous sommes prêts à participer à une Commission Ouvrière ayant suffisamment d'autorité pour arriver à un jugement définitif sur l'affaire Varga. Cela veut surtout dire qu'une telle Commission devrait fonctionner dans les meilleures traditions du mouvement ouvrier international et qu'*a priori* toutes les conclusions seraient possibles, y compris celles qui auraient pour conséquence l'exclusion de Varga de la LIRSH et de la LIRQI. Pour la tendance spartaciste internationale: le caractère et les méthodes de la Commission d'Enquête sur les procès de Moscou, mise sur pied à l'initiative de Trotsky, sont le modèle définitif et nécessaire.

«Il nous apparaît aussi que la liste des organisations auxquelles vous vous êtes adressés est de loin trop étroite. En plus, l'on pourrait très bien y inviter des individus respectés de longue date, tels Tamara Deutscher, Daniel Guérin, René Lefeuve, ou d'autres dont fait mention notre lettre précédente. Par rapport à la proposition première de Varga, du 19 janvier 1974 (jointe à vos deux lettres), non seulement elle est trop limitée, non seulement nous n'en avons jamais eu connaissance auparavant, mais Varga propose (proposition avec laquelle la LIRQI semble être d'accord) que la LIRQI participe aux travaux de la Commission, ce qui est totalement opposé aux normes bolchéviques et ce qui nous est parfaitement inacceptable. Sous *aucune* condition, nous ne nous prêterons à une manœuvre destinée à blanchir Varga.»

Les représentants de la TSI assistèrent donc à *toutes* les réunions de préparation pour la Commission d'Enquête et combattirent pour la création d'une Commission impartiale. La LIRQI se rendit à notre position que la Commission n'avait pas une composition assez large, mais elle a maintenu sa position que la LIRQI y participe. Pour la LIRQI le seul but de la Commission est de dénoncer l'OCI.

Le refus de la LIRQI de répondre aux normes élémentaires de l'impartialité a maintenant été incorporé dans la déclaration de base de la Commission d'Enquête du 30 octobre 1975. La base déclarée de la Commission présuppose que Varga est au-dessus de tout soupçon:

«La base de constitution de la Commission d'Enquête est qu'il ne saurait être question dans le mouvement ouvrier et démocratique de lancer des accusations publiques de cette gravité à l'encontre d'un militant révolutionnaire ou d'une organisation ouvrière — sans preuves ou sur les bases de doute éventuel. La Commission d'Enquête se constitue car dans les divers articles et brochures publiés par la direction de l'OCI à ce jour, celle-ci, contrairement à ce qu'elle prétend, non seulement n'a fourni aucune preuve, mais de plus, elle s'est lancée dans une campagne d'agression physique. Ces accusations et attaques étant menées sans preuves et étant donné que c'est à l'accusateur de fournir des preuves, elles constituent donc des calomnies et des provocations.»

Le rôle de la Commission devrait être de déterminer si l'OCI a fourni des preuves suffisantes et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Si elle part du principe que l'OCI n'a apporté *aucune* preuve, alors il n'y a pas de raison logique d'exister pour cette Commission. Ainsi, exiger que l'OCI rende ses archives à Varga, ce qui peut

éventuellement être la conclusion à laquelle la Commission arrive, devient ici le *point de départ*. Nous voudrions aussi faire remarquer que la phrase «ou sur la base d'un éventuel soupçon», qui a été ajoutée dans le document après une motion présentée par la LCR, était dirigée explicitement contre la tendance spartaciste internationale, et en particulier contre un article paru le 3 octobre 1975 dans *Workers Vanguard* et qui, d'après la documentation publiée dans l'édition française de *Spartacist* de février 1975, qualifiait Varga de «très douteux» (highly dubious). Donc, et malgré la déclaration de la Commission qui prétend le contraire, la Commission est en partie basée sur un bloc politique contre la TSI.

La TSI a clairement condamné les méthodes staliniennees que l'OCI a utilisées dans ses accusations contre Varga. Nous n'avons jamais non plus caché nos profondes divergences avec l'OCI ou nos critiques acerbes.

Mais, par-delà les méthodes de l'OCI, il faut tout de même reconnaître que dans le cas de Varga, il y a de quoi avoir plus que des «soupçons éventuels». L'OCI a tout de même fourni un nombre limité de documents qui n'ont jamais été contestés par la LIRQI ou par Varga. D'après les documents cités par l'OCI, Varga, pendant la période qui va environ de 1957 à 1960 ou 1961, a consciemment et activement recherché l'aide du State Department et de la CIA pour financer des activités anti-communistes au profit de l'impérialisme US. Loin de le contester, ou de réfuter d'une façon ambiguë cette partie du passé de Varga, les dirigeants de la LIRQI ont maintenu que durant cette période Varga était «centriste» et «désorienté», et Varga lui-même déclare sans ambages:

«Que nous ayons mal compris la révolution de 56, à l'époque et que de ce fait, moi personnellement, j'ai commis des fautes, c'est indéniable. Car, en identifiant le marxisme et le communisme avec le stalinisme, j'ai voulu les combattre. Et alors?»

— *Bulletin International*, No. 15, janvier 1974

Notre deuxième objection majeure à cette base pour la Commission d'Enquête est que, non seulement elle accepte la LIRQI comme membre, mais qu'elle inclut aussi sa section française, l'OCI-Fraction LIRQI. La LIRQI n'aimerait sans doute pas que toutes ses sections siègent à la Commission Ouvrière (cela ferait tout de même mauvaise impression), et elle ne semble pas avoir d'objection particulière à établir une Commission dont certains membres sont déjà ouvertement partisans d'un camp — le leur.

La tendance spartaciste internationale ne peut pas prendre part à une Commission d'Enquête qui proclame l'innocence de Varga et en fait la base de ses délibérations et dans laquelle l'accusé est son propre juge par le truchement de ses amis politiques qui siègent parmi les juges. Nous ne pouvons pas prendre part à une telle opération cynique et totalement dénuée des principes les plus élémentaires de la démocratie, dont le seul but semble être de blanchir Varga avec l'espoir de gagner un avantage fractionnel sur l'OCI. Nous nous opposons autant à des manoeuvres pour blanchir que des manoeuvres pour salir.

Secrétariat Intérimaire,
tendance spartaciste internationale
New York, le 3 novembre 1975

Lettre le LO à la Spartacist League

Paris, le 17 novembre 1975.

Spartacist League

Chers camarades,

A l'issue d'un an de réunions communes sur l'opportunité d'accéder à la demande de la LIRQI de créer une commission d'enquête sur les accusations portées à l'égard de ses dirigeants par l'O.C.I., nous pensons que, vu l'impasse où en sont arrivées les discussions, il convient de se faire mutuellement des propositions, d'une part, définitives et d'autre part, claires et nettes.

Nous vous remercions donc notre position:

—1. Lutte Ouvrière est prête à participer à une telle Commission.

—2. Lutte Ouvrière ne signera pas le texte proposé par la LIRQI et rappelé en annexe à la présente lettre, qui contient, avant même que la Commission se réunisse, l'approbation de la position de la LIRQI, ôtant ainsi toute utilité à la constitution d'une telle Commission.

Nous ne tenons pas particulièrement au texte que nous avons proposé afin de faciliter la discussion, et nous sommes prêts à signer un texte qui ne contiendrait pas de telles prises de position.

En annexe et aux fins d'information, le texte que nous avions proposé.

—3. Nous considérons que la LIRQI ne peut être à la fois juge et partie et qu'il serait bon que ses représentants ne soient pas membres de la Commission.

Dans le pire des cas, si aucun point d'accord n'aboutit pour un texte commun, nous considérons que chaque organisation peut annoncer la Commission dans les termes qui lui seront propres.

Si la L.C.R. considérait que la présence de la LIRQI n'est pas nuisible, sans revenir sur notre position nous accepterions la constitution d'une telle Commission.

Cela dit, afin que notre position soit claire, nous considérons que les discussions sont maintenant inutiles entre nos différents groupes et nous attendons des propositions écrites soit de la LIRQI soit de l'un quelconque des groupes représentés.

Notre proposition personnelle étant qu'en l'état actuel des choses, la L.C.R., la Spartacist League, la WSL et Lutte Ouvrière constituent immédiatement cette Commission et invitent la LIRQI et l'O.C.I. à déposer devant elles.

Fraternellement,
Lutte Ouvrière

Lettre envoyée à:
Spartacist League
LIRQI
L.C.R.
WSL

Lettre de la TSI à LO

international Spartacist tendency
New York, le 11 décembre 1975

Lutte Ouvrière
Paris

Chers camarades,

Nous avons reçu votre lettre du 17 novembre 1975, laquelle propose que Lutte Ouvrière (LO), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), la Workers Socialist League (WSL) et la tendance spartaciste internationale (TSI) mettent sur pied une Commission Ouvrière d'Enquête. Nous acceptons de participer à une telle Commission sur la base du texte que vous avez proposé comme la déclaration conjointe de la Commission d'Enquête, texte que nous acceptons.

Afin de boucher quelques trous et d'éviter des malentendus, nous ne proposerions que deux phrases supplémentaires, bien que nous soyons prêts à signer le texte sans elles. (1) Après: «pour inviter la direction de l'OCI à nous présenter toutes les preuves qu'elle prétend détenir», ajouter: «et répondre à des questions éventuelles de la Commission», puis continuer: «et pour demander...». (2) Après: «par une vérification scrupuleuse des faits et des documents, vérification qu'elle rendra publique», ajouter: «ainsi que les conclusions qui peuvent en découler», puis continuer: «de ne pas laisser...».

Nous sommes d'accord avec votre déclaration dans votre lettre du 17 novembre: «nous considérons que la LIRQI ne

peut être à la fois juge et partie». C'est pourquoi, comme nous l'avons maintes fois indiqué, et plus récemment dans notre «Déclaration» du 3 novembre 1975, nous ne siégerons pas à une Commission dont la LIRQI serait membre.

Bien que vous ayez adressé votre lettre à la Spartacist League, nous l'acceptons de la part de la tendance spartaciste internationale (TSI), puisque notre tendance suit les principes du centralisme démocratique. La Ligue Trotskyste de France, section française de la TSI, sera notre principal représentant mandaté, bien que nous puissions décider d'y faire participer d'autres représentants, de temps à autre. Toute correspondance relative à la Commission doit donc être envoyée à: [...].

Finalement, nous proposons d'inviter le camarade Franco Grisolia, du Groupe Bolchévique, Léniniste italien («Il Militante») à témoigner devant la Commission, étant donné que, si nous ne nous trompons pas, il faisait partie de la direction internationale du Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale jusqu'en 1975.* Le camarade Lesueur de la Ligue Trotskyste de France a son adresse.

Salutations fraternelles,

J. Lesueur

Ligue Trotskyste de France

J. Sharpe

tendance spartaciste internationale

copies à: WSL
LIRQI
LCR
GBL (Italie)

*En fait, nous nous sommes trompés: le camarade n'était pas membre de la direction du Comité d'Organisation. (NDLR)

Publications de la tendance spartaciste internationale

Le Bolchevik

publication de la Ligue Trotskyste de France
0,50 F.

Bruno Porquier, B. P. 57
95120 Ermont, France

Kommunistische Korrespondenz

herausgegeben von der Trotskistischen Liga
Deutschlands

Jahresabonnement 7,50 DM
Auslandsluftpostabonnement 10,-- DM (Ein Jahr),
1 Berlin 120
Postlagerkarte A 051 429
Postscheckkonto Berlin West:
503 57 — 107 (Wolfgang Hohmann)

Bulletin der Österreichischen Bolschewiki- Leninisten

herausgegeben von den Österreichischen
Bolschewiki-Leninisten

4 Nummern — 3, DM / 20, öS / 10 F.
Postfach 39
1033, Vienne
Autriche

Australasian Spartacist

monthly organ of the Spartacist League of Australia
and New Zealand

\$U.S. 5/12 issues — Airmail
GPO Box 3473, Sydney,
NSW, 2001
Australia

Workers Vanguard

weekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$U.S. 5/48 issues (1 year)
\$U.S. 15/48 issues (1 year) — Airmail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO,
New York, N.Y. 10001
U.S.A.

SPARTACIST Canada

monthly organ of the Trotskyist League of Canada

\$2 Can./11 issues (one year)
Spartacist Canada Publishing Association,
Box 6867, Station A,
Toronto, Ontario,
Canada

Pour tout abonnement et information adressez-vous à: Spartacist Publishing Co., Box 1377, GPO,
New York, N.Y. 10001, U.S.A.

[Les lettres reproduites ci-dessous n'ont pas besoin d'être commentées: écrites directement en français, nous y avons seulement apporté quelques légères rectifications linguistiques.]

Lettre du GBL d'Italie à la LTF

Gruppo Bolscevico Leninista
Genova, le 29/12/75

Ligué Trotskyiste de France

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 4/12 avec les copies de votre «Déclaration à la commission d'enquête de l'affaire Varga» (du 3/11) et de la lettre de Lutte Ouvrière (du 17/11), et la copie de votre lettre du 11/12 à Lutte Ouvrière. Nous vous envoyons ci-jointe une copie de la réponse que nous avons donnée à la requête de la LIRQI [en vue] de notre participation à la réunion de constitution de leur «Commission d'enquête». Cette réponse a été écrite avant que nous recevions votre lettre du 4/12 et ses annexes. Compte tenu de ce que nous avons écrit, il est évident que notre groupe déclare appuyer complètement la constitution d'une véritable commission sur la base que Lutte Ouvrière et vous proposez et que nous nous engageons, si elle sera constituée, à la soutenir officiellement et à rapporter, dans les limites de nos possibilités, ses travaux et ses conclusions en Italie. Nous signalons simplement qu'à notre avis, il serait bien, comme vous l'aviez vous-mêmes proposé, que la commission soit composée, au moins en partie, de personnalités reconnues du mouvement ouvrier et révolutionnaire. [...]

Amitiés fraternelles,
pour le GBL
Franco Grisolia

SPARTACIST/edizione italiana

No.1 settembre 1975 3 F./L.500/SUS0,75

INDICE

- Dichiarazione per organizzare una tendenza trozkista internazionale (1974)
- Verso la rinascita della Iva Internazionale (1963)
- La conferenza di Londra del Comitato Internazionale
- Dichiarazione di Principi della Spartacist League (1966)
 - Genesi del Pablismo
 - Conferenza internazionale provvisoria (1974)
 - Le origini del Nucleo Spartacista d'Italia (1975)

PER RICHIESTE, SCRIVERE A:

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10001, USA

Marcello Braccini
C.P. 135
32100 BELLUNO, Italia.

Lettre du GBL d'Italie à la LIRQI

Gruppo Bolscevico Leninista
Turin, le 5/12/75

Secrétariat International
de la LIRQI
Paris

Chers camarades,

Nous avons reçu votre lettre du 15/11 seulement le 22. Elle n'a donc pas pu être discutée en temps pour la réunion que vous avez convoquée.

Dans la lettre que nous vous avons envoyée le 10/9 et aussi dans la rencontre avec votre camarade Martino nous avons déclaré que — tout en étant convaincus de l'impossibilité d'une participation directe aux travaux de la Commission d'Enquête, soit à cause du problème financier, soit compte tenu de notre faiblesse organisationnelle — nous étions disposés à la soutenir officiellement; mais cela, à condition que la Commission eût été réellement indépendante. Cela n'est pas le cas pour la Commission que vous avez constituée. A vrai dire cette Commission n'est même pas une commission d'enquête sur «l'affaire Varga». En effet, la base de participation à la Commission que vous avez élaborée contient déjà les conclusions des travaux d'une véritable commission. C'est-à-dire qu'elle établit déjà le fait que la direction de l'OCI calomnie et provoque. En définitive vous nous proposez le travail d'une cour qui doit établir la peine d'un accusé déjà jugé coupable par les jurés. Que nous soyons ou pas en accord avec les conclusions que vous tirez n'a, sur ce point, aucune importance.

Camarades, vous pouvez bien comprendre combien nous aurions été heureux pour la constitution d'une véritable commission d'enquête [étant donné que], comme vous le savez, c'est parce que nos camarades membres du Comité d'Organisation ont lutté contre les méthodes pourries de la direction de l'OCI que le Comité d'Organisation a expulsé le camarade Franco de la réunion de décembre 1974-janvier 1975 et a coupé toute discussion avec notre groupe. Mais l'hostilité que nous avons envers les méthodes de la direction de l'OCI ne saurait nous pousser à participer à une entreprise que nous jugeons [être] sans principes. C'est pour cela que nous avons décidé de ne pas soutenir la Commission que vous avez formée. Bien naturellement, car nous connaissons ce que c'est la démocratie prolétarienne, le témoignage de nos camarades qui ont vécu l'«affaire Varga» dans les rangs du Comité d'Organisation est à la disposition de la Commission. Quant aux conclusions de ses travaux, nous nous réservons la décision de les publier, en entier ou en partie, dans notre presse.

Salutations fraternelles,
pour le GBL
Franco Grisolia

Mandel se languit de la Deuxième Internationale

(Traduit de Workers Vanguard, No. 101, du 19 mars 1976.)

LONDRES, le 6 mars — Hier soir, l'International Marxist Group (Groupe Marxiste International — IMG) tenait un meeting avec Mandel, sur le thème: «La révolution européenne et la construction de la Quatrième Internationale». Mandel, principal porte-parole du Secrétariat Unifié (S.U.) — conglomérat international qui se prétend trotskyste et auquel l'IMG est affilié — était là pour faire un appel à l'«unité de la gauche révolutionnaire». Bien qu'évidemment adressé aux groupes qui ne font pas partie du S.U., le message était aussi clairement destiné à la base de l'IMG qui, à cette occasion avait été mobilisée de toutes parts pour le meeting et les sessions éducationnelles qui eurent lieu le même jour.

Pour combattre la confusion et la démoralisation qui règnent dans l'IMG — l'incarnation anglaise d'une «internationale» déchirée par de profondes divisions

fractionnelles étant elle-même un labyrinthe d'alliances embrouillées et changeantes entre de nombreuses cliques/tendances en compétition — Mandel avança un concept de «l'unité» qui n'est rien d'autre qu'une attaque directe contre un des principes élémentaires du léninisme: la nécessité d'un parti d'avant-garde international qui soit programmatiquement discipliné et cohésif. Assez typiquement, l'IMG essaya de camoufler sous un voile de légèreté l'importance de la réunion. Les attrapes comprenaient les «chants ouvriers de County Durham», un film sur le journal portugais *República* et «de la musique à vent espagnole».

L'audience eut aussi droit à un interlude-quête de trente minutes, par le secrétaire national de l'IMG, Brian Grogan, qui rappelait certains des tours plus mémorables du S.U. — qui tournent en ridicule la politique révolutionnaire. (Les «têtes d'affiche» passées comprennent un porte-parole du RMG canadien [Revolutionary Marxist Group — Groupe Marxiste Révolutionnaire] qui répondit à des questions posées par des supporters de la tendance spartaciste avec un numéro de claquettes, et un tract récent de la LCR qui présentait Trotsky sous l'habit d'un clown, en train de faire de la corde raide.) Grogan recommanda aux 500 personnes présentes de faire sonner la monnaie et de veiller à ce que leurs voisins en fassent autant: «Si quelqu'un n'a pas les mains dans les poches, je parie que c'est un agent de la CIA ou, ajouta-t-il, le KGB, en train de surveiller la CIA». Les rires fusèrent avec le plus d'intensité lorsqu'il déclara: «Nous sommes les professionnels».

Des menchéviques, des charlatans et des menteurs

La principale présentation de Grogan était centrée autour de l'affirmation selon laquelle le S.U. — profondément divisé entre une majorité centriste basée en Europe et une minorité réformiste menée par le SWP américain — serait basé sur des principes. Il caractérisa les divergences (qui ont amené à des scissions dans pour ainsi dire tous les pays où les deux ailes ont des forces en nombre significatif) comme étant simplement tactiques. Se vantant de ce que le S.U. ne soit pas «monolithique», il rappela le débat sur le Portugal — où les positions prises par les deux principales fractions mèneraient celles-ci à joindre des côtés opposés dans les luttes de classes majeures.

Mandel y ajouta du sien, se vantant de ce que la «démocratie» du S.U. soit prouvée par le fait qu'on peut y avoir des débats publics, voire des «débats publics passionnés». Il fit l'éloge du S.U. pour être retourné aux traditions du mouvement socialiste international d'avant la première guerre mondiale. C'est-à-dire? C'est-à-dire que



Ernest Mandel

News LTD

Mandel rejette les usages du Komintern de Lénine — de pair avec ses critères rigoureux concernant l'adhésion au parti et la structure centraliste-démocratique du parti — au profit de la Deuxième Internationale! Pour justifier une «tendance internationale» dont les «discussions internes» sont publiques, parce qu'une douzaine de scissions au vitriol les ont rendues publiques, Mandel répudie implicitement la lutte toute entière de Lénine contre les menchéviques, qui prit place — précisément — autour de la question de l'avant-garde communiste disciplinée.

La présence au podium du fameux Bala Tampoe, leader de la section ceylanaise, symbolisait concrètement ce qu'«unité» veut dire dans le S.U. Bien que les habitudes politiques du groupe ceylanais soient complètement réformistes, celui-ci est aligné avec la fraction majoritaire centriste; son activité principale à Ceylan consiste à fonctionner en tant qu'accessoire du Syndicat Marchand dont Tampoe est le plus haut bureaucrate.

En 1969, sur l'instigation d'Edmund Samarakkody, le «Congrès Mondial» du S.U. se vit obligé de constituer une Commission Ceylan dans le but spécifique d'enquêter sur les activités extrêmement douteuses de Tampoe qui comprenaient — outre une politique qui était effrontément pro-gouvernementale — un voyage aux US, financé par l'Asia Foundation, cache-sexe de la CIA.

Lorsque la Commission Ceylan supprima les preuves écrasantes des allégations incontestées contre Tampoe, Samarakkody et la tendance spartaciste portèrent l'affaire à l'attention du mouvement mondial. L'IMG joua un rôle important dans les tentatives furieuses du S.U. à étouffer l'affaire, et publia une brochure par un certain Jaya Vithana qui déclarait que la chose était une invention instiguée par la tendance healyste. Vithana alla trop loin et osa soutenir que ni l'enquête, ni la Commission n'avaient jamais existé — ce qui fut facilement réfuté par les minutes officielles du «Congrès Mondial» qui comprenaient les recommandations vagues, et jamais mises à exécution, de la «Commission Ceylan», soi-disant inexistante.

Les sables mouvants du manoeuvrisme de l'IMG

Le tournant droitier général de l'IMG fut mis au grand jour par la longue présentation de Grogan sur les perspectives en Grande Bretagne; en particulier, sur l'orientation vers la «gauche» du Labour Party (Parti Travailleuse). La position maintenant moins dure de l'IMG envers le SWP atteste aussi de ce tournant. Par le passé, la fraction majoritaire de l'IMG (la «Tendance B», dirigée par Grogan, John Ross et Bob Pennington) avait été un des adversaires les plus véhéments du SWP.

Dans ce cadre, donc, des numéros récents de *Red Weekly*, organe de l'IMG, ont publié des séries d'articles (surtout dirigés contre la WSL [Workers Socialist League — Ligue Socialiste Ouvrière], scission healyste); ceux-ci essaient de dénaturer le combat de Lénine pour le parti bolchévique ainsi que celui de Trotsky pour la Quatrième Internationale, afin de justifier le genre d'organisation-bloc pourri qu'est le S.U. Dans une récente «Déclaration à l'ICL par l'IMG» (ICL: International Communist League —

Ligue Communiste Internationale; fusion entre Workers Fight et Workers Power), la section anglaise déclarait:

«Aujourd'hui, la Quatrième Internationale est capable de mettre son programme à l'épreuve de la lutte de classes authentique. Beaucoup de ses organisations ne sont encore que des organisations de la taille de l'ICL; mais d'autres — spécialement en France, en Espagne, aux US et en Argentine, sont déjà des organisations qui peuvent avoir un effet important sur la lutte de classes.»

Le SWP/US et le PST argentin menaient la minorité du S.U. (quant au groupe espagnol, c'est une scission). Il semblerait que l'IMG soutienne, maintenant, les «effets de la lutte de classes» du programme du SWP (qui appelle à la liberté d'expression pour les fascistes [voir notre article intitulé: «SWP: Liberté d'expression pour les fascistes»], qui veut envoyer l'armée à Boston pour «protéger» les noirs et qui se solidarisa avec l'offensive réactionnaire lancée par le Parti Socialiste portugais, l'an dernier), ainsi que le soutien que le PST argentin proclama, à grand renfort de cris, pour la «continuité» du régime criminel bourgeois péroniste.

Les prétentions à la «démocratie» du S.U. sont exposées par une série d'exclusions grossièrement anti-démocratiques qui furent exécutées; contre la minorité indigène d'un certain pays, par le côté qui avait la main haute. A une plus petite échelle, il est indicatif que cette réunion publique de l'IMG n'avait pas prévu de discussion à la base.

L'appel à l'«unité» par Mandel/Grogan est une fraude totale, de même que les prétentions du S.U. à représenter la Quatrième Internationale. Le programme trotskyste révolutionnaire n'est avancé ni par la minorité réformiste, ni par les diverses variantes de centrisme qui constituent la majorité. La base de l'«unité» actuelle du S.U. — et de l'appel au regroupement, adressé aux autres organisations, lors du meeting — est le consentement manoeuvriste à coexister avec le réformisme abject et à tolérer les myriades de manifestations d'accommodationnisme sans principes, souvent opposées, qui sont pratiquées par les sections centristes des différents pays.

Mandel et ses collaborateurs nous font la leçon sur les «aspects diamétralement reliés de la lutte de Lénine, à l'époque — contre tous ceux qui étaient pour la conciliation idéologique et politique, et pour la lutte de fraction; tout en étant simultanément contre tous ceux qui voulaient scissionner le parti et qui étaient pour l'unité du parti» (*Red Weekly*, 26 février 1976). Ici, le but est clairement de falsifier toute la lutte de Lénine contre les menchéviques et ses batailles pour scissionner la Deuxième Internationale afin de regrouper les forces authentiquement révolutionnaires, sur la base d'un programme clair, et en opposition aux pro-impérialistes qui s'étaient solidarisés avec leurs propres bourgeoisies.

La tendance spartaciste internationale est unie dans la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale par la construction d'une tendance politiquement cohésive et centraliste-démocratique dont la vie interne riche va vers le développement et la mise à exécution disciplinée du programme trotskyste authentique de la révolution prolétarienne internationale. ●

Bureau de Londres. . .

suite de la page 24

sans aucune référence, que ce soit au trotskysme. De son propre aveu, le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale est donc bien en train de mettre au monde un autre Bureau de Londres.

L'OCI a laissé tomber son hostilité de longue date contre le SWP et a soudainement découvert en 1973 que le SWP était «trotskyste» et «non pas centriste». L'OCI s'est alors lancée la tête la première dans sa poursuite de Joseph Hansen et Compagnie, que n'ont pas réfrénée les aspirations sociales-démocrates du SWP en pleine floraison, aspirations qui d'ailleurs mettaient le SWP dans l'aile droite du S.U. Dans la période qui a précédé le Congrès Mondial du S.U. en 1974, l'OCI conseillait à tous les sympathisants qu'elle pouvait avoir ou acquérir au sein du S.U., de se joindre à la Minorité Internationale, la Fraction Léniniste-Trotskyste, opposition de droite dirigée par le SWP.

Même avant la rencontre SWP-OCI en octobre 1974, le groupe argentin affilié à l'OCI, Política Obrera, faisait savoir qu'il était prêt à entrer dans des discussions approfondies avec le PST argentin de Moreno-Coral qui était alors en parfait accord politique avec le SWP. Les relations entre PO et le PST semblent d'ailleurs s'être améliorées considérablement : récemment le PST a même proposé une fusion de leurs groupes de jeunesse respectifs pour le mois de mars 1976 (*Avanzada Socialista*, 30 décembre 1975).

Ce qui est étrange c'est qu'en Europe, alors que l'OCI et le PST sont en pleine romance, il y a des rumeurs de désaccords entre le PST et le SWP sur le Portugal et l'Angola. Elles ont été récemment confirmées en ce qui concerne l'Angola : le *Militant* (journal du SWP) du 23 janvier déclare que le PST est d'accord avec la majorité du S.U. sur la position de soutien au MPLA et contre la «neutralité» du SWP. Si de tels remous dans le S.U. continuent, l'OCI, qui auparavant n'avait toujours exprimé que du mépris pour le PST tout en flattant de façon outrancière le SWP, pourrait se trouver dans un grand embarras.

L'OCI court après le POUM

L'OCI a passé plus de vingt ans à professer le «trotskysme orthodoxe» et «l'anti-révisionnisme». Ce n'est pas un hasard si son brusque tournant droitier sur la scène politique française — soutien au candidat du front populaire aux élections présidentielles de 1974 — va de pair avec un tournant aussi droitier sur le plan international. La question du front populaire est l'axe autour duquel tourne la dégénérescence croissante de l'OCI.

En Europe, après que l'OCI ait perdu son groupe espagnol au profit de la secte varguiste, elle a de plus en plus adopté des positions politiques identiques à celles du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) espagnol — organisation qui dans l'histoire a été la quintessence de

la capitulation au front populaire. Depuis 6 mois au moins, l'OCI se limite à avancer des mots d'ordre pour l'Espagne qui sont absolument identiques à ceux du POUM : «A bas la monarchie», «République en Espagne», «Pour une assemblée constituante». Ces slogans sont typiques de la conception menchévique de la révolution en deux étapes rigoureusement distinctes — qui ne sert au fond qu'à tenter de justifier une confiance politique dans la démocratie bourgeoise durant la «première» étape.

Dans une situation de guerre civile, le mouvement ouvrier doit accorder son soutien militaire à la démocratie bourgeoise contre la réaction bonapartiste ou fasciste (c'est ainsi que les Bolchéviks se sont battus aux côtés de Kerensky contre Kornilov). Mais le prolétariat ne subordonne jamais ses organisations et son programme indépendants à de tels blocs militaires, car il n'a aucune confiance politique dans la bourgeoisie. Les mots d'ordre du POUM et de l'OCI pour l'Espagne, aujourd'hui, sont ouvertement réformistes. Se battre dans le camp de la république espagnole en danger contre un coup d'état franquiste est une chose, mais ç'en est une autre de préconiser la formation d'une république bourgeoise.

Le palmars des trahisons du POUM

En 1936, Trotsky rompit avec la Gauche Communiste d'Andrés Nin, quand il se réunifia avec le Bloc Ouvrier et Paysan de Maurin pour former le POUM. Les événements qui suivirent confirmèrent rapidement l'évaluation que faisait Trotsky du POUM, qu'il estimait être l'obstacle centriste à la révolution prolétarienne. Dans le creuset de la situation révolutionnaire, le POUM abdiqua en faveur des dirigeants réformistes traîtres permettant, à la fin du compte, à la bourgeoisie de reprendre le contrôle politique par le biais du front populaire, ce qui amenait objectivement la défaite de la révolution espagnole et la victoire des forces franquistes.

D'une façon typiquement centriste et après des mois de campagne contre toute coalition avec la bourgeoisie espagnole, le POUM décida d'un jour à l'autre d'entrer dans la coalition électorale de février 1936 en Catalogne. Il devait bien sûr renoncer à la coalition après les élections. Mais à la veille même de la guerre civile, le POUM capitula de nouveau, et appela à «un authentique gouvernement de front populaire avec la participation directe des partis socialistes et communistes» (*La Batalla*, 17 juillet 1936). Au lieu d'exiger que les réformistes prennent le pouvoir en leurs propres mains sans leurs partenaires bourgeois (comme dans le mot d'ordre des Bolchéviks en juin 1917 : «A bas les dix ministres capitalistes»), le POUM s'est montré, au moment critique, incapable de concrétiser son opposition verbale et oscillante au front populaire.

Le 7 septembre 1936, Nin fit un discours critiquant la coalition de Madrid avec la bourgeoisie, en lançant le mot d'ordre : «A bas les ministres bourgeois», mais le 18 septembre *La Batalla* publiait une résolution qui déclarait : «Le Comité Central pense maintenant, comme il l'a toujours pensé, que ce gouvernement doit être uniquement composé des partis ouvriers et des organisations syndicales, mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous sommes disposés à

laisser cette question ouverte.»

Le 12 décembre 1936, le POUM montra ce qu'il entendait vraiment par «laisser la question ouverte»: il entra dans le gouvernement bourgeois de Catalogne.

Cette capitulation politique du POUM devant cette coalition de front populaire était une confirmation décisive de la justesse du dur combat qu'avait mené Trotsky. L'axe principal de la désorientation du POUM, et qui le rendait incapable d'assumer la direction révolutionnaire, était cette même incapacité d'avancer le programme prolétarien pour une mobilisation indépendante de la classe ouvrière opposée à l'appareil d'Etat bourgeois. Dans la pratique, le POUM s'opposait à la tâche centrale des révolutionnaires dans une situation de double pouvoir naissante: la création de soviets.

Dans l'armée, le POUM interdit l'élection de comités de soldats et accepta les décrets de militarisation et de mobilisation de septembre et octobre 1936 permettant la conscription de régiments réguliers régie par l'ancien code militaire. Le 27 octobre 1936, *La Batalla* publiait sans commentaires le décret de l'Etat bourgeois qui désarmait les ouvriers.

Nin justifia explicitement l'abandon de la conception léniniste des soviets en se référant à l'absence de traditions démocratiques en Russie: «notre prolétariat, lui, a ses syndicats, ses partis, ses propres organisations. C'est pour cette raison que les soviets ne sont pas apparus chez nous.» (*La Batalla*, 27 avril 1937) Ce qu'il y a en fait derrière cette déclaration, c'est l'éternel refus de Nin de contester la bureaucratie anarchiste et réformiste de la CNT en tant que direction des ouvriers organisés. Quand la CNT est entrée dans le front populaire, le POUM y est entré. Quand la CNT demanda aux ouvriers de déposer leurs armes face à la féroce répression stalinienne et bourgeoise, le POUM en fit autant.

Après que la section de gauche du POUM de Barcelone ait voté pour l'organisation immédiate de soviets le 15 avril 1937, la direction du POUM entreprit une massive

répression bureaucratique contre son aile gauche, faisant même revenir du front sous bonne garde des dissidents, pour les expulser (les accusant de trotskysme).

On pouvait prévoir le saut final. Au début du mois de mai, alors que la classe ouvrière avait pris d'assaut la ville de Barcelone en réponse à la tentative d'inspiration stalinienne des Gardes d'Assaut de la République, de mettre la main sur les ouvriers de Telefónica, et que seuls parmi tous les groupes de gauche, les trotskystes (la section Bolchévique Léniniste d'Espagne) et les «amis de Durruti», anarchistes de gauche, sortirent, le 4 mai, un tract appelant à la grève générale, au désarmement des Gardes d'Assaut et à la formation d'un front révolutionnaire prolétarien, *La Batalla* (le 6 mai 1937) demandait aux ouvriers de «quitter la rue» et de «retourner au travail». Suivant les instructions de leur direction, les militants du POUM quittèrent les barricades. Cette trahison contribua pour une grande part à la défaite des soulèvements héroïques du mois de mai. Voilà où résident les «différences» entre le bolchévisme véritable et la trahison centriste.

Les apologistes du POUM

Au moment où il menait une lutte politique intransigeante contre les centristes du ROUM, Trotsky avait aussi à combattre une considérable tendance à la tolérance à l'égard de la ligne politique du POUM dans les organisations mêmes qui se réclamaient du combat pour la Quatrième Internationale.

En juillet 1936, Trotsky écrivit une lettre au RSAP, hollandais, attaquant ses sympathies pour le POUM et sa réticence à prendre position sur le Bureau de Londres dont le POUM était une des assises principales. Trotsky écrivait:

«On ne se bat pas pour la Quatrième Internationale quand on flirte avec eux [le POUM et ses alliés] en chambre close, qu'on fait antichambre chez eux ou qu'on leur rend des



En juillet 1936, les ouvriers érigent des barricades pour assurer la défense de Barcelone contre les généraux rebelles.

visites de salon, etc. [...].

Non, ce n'est qu'en dénonçant sans pitié ces petits personnages, et en les appelant par leur vrai nom, qu'on se bat pour la Quatrième Internationale.»

Dans la même lettre, Trotsky parle en ces termes de la politique du POUM :

«La question des questions aujourd'hui est celle du front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manoeuvre tactique ou même technique pour pouvoir mener leurs petites affaires à l'ombre du front populaire. En réalité, le front populaire est la *question principale de la stratégie de classe prolétarienne* pour cette époque: Il offre le meilleur critère pour différencier le bolchévisme du menchévisme [...]. Tous les fronts populaires d'Europe ne sont qu'une pâle copie et souvent même une caricature du front populaire russe de 1917 [...].»

— *Writings*, 1935-36

Après la deuxième guerre mondiale le POUM joua un rôle important dans «l'Internationale» de Shachtman, bizarre regroupement de ceux qui avaient rompu de la droite d'avec la Quatrième Internationale. En plus du groupe de Shachtman, qui avait scissionné du SWP en 1940 parce qu'il s'opposait à la politique trotskyste de défense militaire de l'URSS, ce marais centriste international s'adjoignit l'IKD allemande (auteur des «trois thèses» menchéviques de 1941 préconisant une révolution «démocratique» contre Hitler), la scission Goldman-Morrow du SWP après la guerre, et la scission de droite du POI français qui avait à sa tête Parisot et Demazière. Voilà la tradition historique à laquelle retourne l'OCI.

L'OCI récrit l'histoire

L'OCI ne se contente pas de flirter avec le POUM aujourd'hui, elle cherche aussi à enjoliver le rôle capitulaire du POUM dans les années 30. Dans *La révolution espagnole*, livre dans lequel de nombreux textes de Trotsky sur l'Espagne ont été rassemblés par Pierre Broué, l'historien de l'OCI cherche longuement dans les notes de bas de page et commentaires d'introduction, à «expliquer» (c'est-à-dire justifier) la politique du POUM.

Broué parle en termes favorables de la politique syndicale de l'aile de Maurín et de la fondation du POUM, à laquelle Trotsky s'était opposé. D'après Broué, le POUM s'était constitué dans la «lutte commune pour le Front Unique Ouvrier» entre le Bloc Ouvrier et Paysan de Maurín et la Gauche Communiste de Nin. Broué qualifie de «cohérente» l'explication donnée pour la fondation du POUM par le dirigeant du POUM Juan Andrade et cite longuement et avec complaisance Andrade et d'autres dirigeants du POUM quand ils parlent de leurs divergences avec Trotsky. Dans sa présentation des écrits de Trotsky sur l'Espagne, Broué est allé aussi loin que possible pour quel'un qui se prétend trotskyste (évidemment il ne pouvait pas répudier ouvertement le combat de Trotsky contre le POUM!) dans sa justification du POUM contre Trotsky. Implicitement, il se solidarise avec ces hésitants qui ont voulu être associés aux analyses tranchantes de Trotsky, tout en cherchant à échapper à la nécessité de fer qu'il y avait de mener un combat politique sans merci contre les centristes, et il fait d'ailleurs remarquer en passant que les polémiques de Trotsky «souvent féroces» contre le POUM auraient été souvent considérées comme

excessives par bien des partisans de Trotsky, eux-mêmes.

Mais il ne s'est pas arrêté là. Dans au moins un cas important, le livre de Broué tronque la section de la lettre de Trotsky au RSAP qui a trait à l'Espagne et élimine ainsi un élément central de sa polémique contre le POUM (en particulier le passage que nous avons cité plus haut) et qui concerne sa capitulation au front populaire.

La Quatrième Internationale et son document de fondation, le Programme de Transition de 1938 (que l'OCI ne peut pas prétendre ne pas connaître), ne partagent pas l'embarras évident de Broué quant au combat de Trotsky contre le POUM :

«Les organisations intermédiaires centristes, qui se groupent autour du Bureau de Londres, ne sont que des accessoires «gauche» de la social-démocratie et de l'I.C. Elles ont montré leur incapacité complète à s'orienter dans une situation historique et à en tirer les conclusions révolutionnaires. Leur point culminant fut atteint par le POUM espagnol qui, dans les conditions de la révolution, s'est trouvé absolument incapable d'avoir une politique révolutionnaire.»

Le rapprochement de l'OCI et du POUM ne peut pas être pris pour une passade car l'OCI a mis son argent du côté de son coeur. Sa campagne de soutien financier de l'automne 1975 (pour la «solidarité internationale» et pour la «reconstruction de la Quatrième Internationale») avait deux bénéficiaires principaux: Política Obrera (dont bon nombre de militants ont été emprisonnés et tués par le régime péroniste) et le POUM. Mis à part quelques mises en gardes occasionnelles sur des «divergences» qu'elle aurait avec le POUM, l'OCI pense manifestement que le POUM peut être un élément important dans sa «Quatrième Internationale» reconstruite. Elle affirme ainsi son soutien au POUM qui a «combattu dans la révolution espagnole en supportant les pires coups de la bourgeoisie coalisée avec le stalinisme (assassinat de Nin par la GPU) et qui poursuivent cette lutte contre le régime franquiste à l'agonie» (*Informations Ouvrières*, 10 septembre 1975).

L'OCI a à plusieurs reprises expliqué que sa collecte de fonds était «à travers le soutien au POUM, un acte de solidarité combattante avec le prolétariat et les peuples d'Espagne. Leur combat est le nôtre» (*Informations Ouvrières*, 6 novembre 1975). Il est clair que l'OCI considère le POUM comme une future section espagnole de son organisation, comme le canal par lequel faire passer sa ligne politique. Pour la direction de l'OCI, la trahison du POUM dans les jours décisifs de 1936-37 n'existe plus. On présente le POUM comme une organisation qui mérite la confiance des ouvriers espagnols — ainsi d'ailleurs qu'une part importante des 500.000 F collectés par l'OCI.

La fausseté des prétentions de l'OCI à représenter le trotskysme authentique et le combat pour le programme trotskyste contre le révisionnisme est mise à nu. Loin de créer le regroupement qu'il prétendait autrefois vouloir faire, le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale est un conglomerat sans principes de centristes invétérés dont l'organisation principale, l'OCI, convoite avec impatience la consommation de sa relation avec le SWP réformiste. Il faut faire renaître la Quatrième Internationale, en tant que parti mondial de la révolution prolétarienne, trempé dans la lutte des classes et testé dans le combat politique vital contre ceux qui essaient de faire renaître le Bureau de Londres. ●

La reconstruction... du Bureau de Londres!

(Traduit de Workers Vanguard No. 95 du 6 février 1976)

L'incarnation internationale de l'OCI vient de proclamer fièrement qu'elle abandonnait désormais même le peu de prétention qu'elle avait à défendre le programme trotskyste comme justification de son existence politique. Les groupes latino-américains rattachés à l'OCI ont en grande fanfare appelé à une conférence «pour organiser l'unité anti-impérialiste» qui serait ouverte à toutes les tendances latino-américaines qui reconnaissent «l'indépendance de classe des masses travailleuses»; et moins loin de la France, l'OCI est en train d'engager une romance avec l'organisation que Trotsky avait tellement critiquée pour être la quintessence du centrisme, le POUM espagnol.

Un communiqué daté du 6 novembre 1975 rapportait les résultats de la deuxième conférence latino-américaine qui s'est tenue du 1er au 6 novembre sous les auspices du Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale, impulsé par l'OCI. Le communiqué proclamait qu'on était parvenu à un «accord global» concernant «les tâches impliquées par la lutte pour la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays, intégrée à la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale».

Mais ce que le Comité d'Organisation et ses adhérents latino-américains (le POR bolivien, Política Obrera en Argentine, la LOM du Mexique, le POMR péruvien, le POMR chilien et un groupe vénézuélien) sont en train d'entreprendre, ce n'est pas la reconstruction de la Quatrième Internationale mais l'inauguration d'un autre Bureau de Londres, c'est-à-dire, un bloc pourri du genre de celui que Trotsky a combattu dans les années 30 comme étant le barrage le plus dangereux sur la route de la lutte pour la Quatrième Internationale.

On peut juger du réel sens de cette conférence latino-américaine d'après l'énumération faite dans ce communiqué des conditions politiques projetées pour une future conférence

«[...] de toutes les organisations, tendances et tous les courants qui en Amérique latine se prononcent sur les trois points suivants:

- 1) pour l'organisation de l'unité anti-impérialiste;
- 2) pour l'indépendance de classe des masses laborieuses et des organisations ouvrières;
- 3) pour l'organisation des luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes en conformité avec la devise de l'Internationale ouvrière: l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.»

— *Informations Ouvrières*, 20 novembre 1975

Ce que l'on propose ici n'est rien d'autre qu'un Kuomintang international, une version un peu plus malhonnête des alliances anti-impérialistes de collaboration de classe avec les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois du genre de celles qui sont constamment avancées par les staliniens maoïstes, castristes ou brejneviens.

Mais les forces bourgeoises ne seraient certainement pas d'accord avec «l'indépendance de classe des masses

travailleuses et des organisations ouvrières», rétorquerait sans doute l'OCI. Mais bien au contraire, les démagogues bourgeois «de gauche» sont non seulement prêts à signer de telles déclarations, surtout quand ils ne sont pas au pouvoir, mais on en trouve même, comme le Général Juan José Torres, ex-président de Bolivie, qui font mieux que cela et qui signent un document appelant à «l'hégémonie du prolétariat».

C'était le cas dans la déclaration du Front révolutionnaire anti-impérialiste en Bolivie (FRA) dont l'OCI se souvient bien puisqu'elle a écrit en parlant du FRA: «Chiang-Kai-chek et le Kuomintang avaient bien adhéré à la Troisième Internationale!» (*La Vérité*, No. 557, juillet 1972). A l'époque, l'OCI critiquait implicitement les louanges que le POR bolivien faisait des vertus transcendantales du FRA. Maintenant l'OCI est en chasse de ses propres Banzers et Chiang-Kai-cheks et a de toute évidence déjà engagé le MIR vénézuélien.

La conférence latino-américaine a mis en accord la rhétorique de l'OCI avec ses pratiques opportunistes, en mettant une fin à ses prétentions purement verbales à l'orthodoxie trotskyste. Auparavant l'OCI insistait — avec raison même si c'était d'une façon formaliste — sur le fait que le Programme de Transition est *primordial*. Après sa rupture avec son associé anglais Gerry Healy en 1971, l'OCI avait insisté sur le besoin de:

«[...] cimenter ces éléments, groupes et organisations authentiquement trotskystes, si peu nombreux soient-ils [...] Mais en même temps nous savons que ce n'est pas une chose aisée que d'opérer le regroupement sur le terrain des principes et sur le terrain d'organisation [...] précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui veulent rester fidèles au programme et ne craignent pas de rompre avec le pablisme liquidateur.»

— *Correspondance Internationale*, juin 1972

Le rapprochement OCI-SWP

Il est amusant de constater que selon le procès-verbal d'une réunion entre l'OCI et le SWP en octobre 1974 Pierre Lambert aurait déclaré:

«S'il n'y avait pas de lien avec la Quatrième Internationale, fondée par Trotsky, les uns et les autres [le Comité d'Organisation et le S.U. avec lequel le SWP est politiquement relié] ne seraient que des Bureaux de Londres. Nous ne sommes ni les uns ni les autres des Bureaux de Londres, car nous nous réclamons de Trotsky.»

Bien évidemment, en appeler à l'autorité de Trotsky n'est pas un critère suffisant pour définir le trotskysme authentique. Mais la conférence latino-américaine a formalisé les pratiques sans principes de l'OCI avec une clarté sans précédent. Elle a dépassé les vacillations et capitulations précédentes et préconise carrément maintenant un large conglomerat d'«anti-impérialistes»,

suite page 20